

Différences

VIVRE AUX 4000

Le Mozambique
en danger

EXCLUSIF

Marchais

Jospin

Krivine

Léotard

DES MAGASINS POUR DES TEMPS NOUVEAUX



BESANÇON : 1, rue Gambetta
LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé
LE HAVRE : 222/228, rue Aristide-Briand

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES :
72, avenue Gabriel-Pérl
GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place



PANTA MOD

BESANCON : 1, rue Gambetta
LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé
LE HAVRE : 222/228, rue Aristide-Briand

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES : 72, av. G.-Pérl
GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place
GRENOBLE FONTAINE : Centre Commercial Record
ORGEVAL : Centre Commercial "Les seize arpents"

Différences

Magazine créé par le MRAP
(Mouvement contre le
racisme et pour l'amitié
entre les peuples), édité par
la Société des éditions
Différences.

89, rue Oberkampf
75011 PARIS
Tél. : (1) 806.88.33

**DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION**
Albert Lévy

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Jean-Michel Ollé

Secrétariat de rédaction/maquettes :
Véronique Mortaigne

SERVICE PHOTOS : Abdelhak
Senna

CULTURE : Daniel Chaput

ONT PARTICIPÉ A CE NUMÉRO :
Dolorès ALOIA, Diane BEHLOW,
Julien BOAZ, Christiane DANCIE,
Joss DRAY, Jean-Pierre GARCIA,
Caroline GLORION, Christine
GODBILLE, Amar HADJIH, Bernard
JABIN, Stéphane JAKIN, Annina
LAHALLE, Geneviève MALLET,
Claude MORHANGE, Robert PAC,
Anne SIZAIRE, Fatima YANTREN.

ADMINISTRATION

Administration/comptabilité :
Khaled Debbah
Relations extérieures : Danièle
Simon
Promotion/vente : Marie-
Jeanne Salmon

ABONNEMENTS

1 an : 150 F ; 1 an à l'étranger :
180 F ; 6 mois : 80 F.
Etudiants et chômeurs, 1 an : 130 F,
6 mois : 70 F (joindre une photocopie
de la carte d'étudiant ou de la carte de
pointage).
Soutien : 200 F ; abonnement
d'honneur : 1 000 F.
Vente à l'étranger : Algérie 14 dinars,
Belgique 140 FB, Canada 3 dollars.

PUBLICITÉ AU JOURNAL

Photocomposition - photogravure
impression : Imprimerie Landais,
84, rue d'Hauteville - 75010 Paris.
Commission paritaire n° 63634,
ISSN 0247-9095.
Dépôt légal 3048

PHOTO COUVERTURE :
Abdelhak Senna

SOMMAIRE

POINT CHAUD **6**
Drôles d'émeutes
Les émeutes raciales qui ont ensanglanté le Sri-Lanka cet été étaient prévisibles.
Bernard JABIN

L'effet Toufik **11**
On a beaucoup tué cet été, et pas seulement à cause de la chaleur.
Jean-Michel OLLE

PRÉJUGÉS **13**
Tous des voleurs ?
Une sociologue répond aux idées reçues sur la délinquance immigrée
Annina LAHALLE

GROS PLAN **14**
Féminin pluriel
Une enquête sur les difficultés propres aux femmes immigrées.
Anne SIZAIRE

RENCONTRE **16**
Copains de déprime
Le désespoir et l'amitié, c'est tout ce qu'il reste aux enfants des 4 000 logements.
Caroline GLORION

DOSSIER **18**
Mozambique
Entre la vie et la mort, la jeune République tente de survivre à son passé colonial, et
aux agressions présentes de l'Afrique du Sud.
Joss DRAY
Christine GODBILLE

CULTURES **25**
Africa fête
Une ouverture sur les nouvelles cultures qui « montent » à Paris.
Daniel CHAPUT

L'une chante, les autres aussi **27**
Une interview de Djurdjura, groupe de chanteuses algériennes.
Stéphane JAKIN

Filmer de loin **28**
Deux cinéastes de l'exil, Raoul Ruiz et Ylmaz Güney, racontent leur expérience.
Julien BOAZ

RÉFLEXION **34**
Eglise/Islam : faire connaissance
Le Père André Costes, responsable à la Pastorale des Migrations, analyse pour
Différences les efforts de l'Eglise catholique pour comprendre l'Islam à travers
l'immigration maghrébine.

HISTOIRE **36**
Les juifs de Venise
Qui sait que le « ghetto », c'est avant tout un quartier vénitien ?
Christiane DANCIE

DÉBAT **38**
Politique : attention, racisme ?
les stars de la politique française interrogées sur l'intolérance.
Réponses de Lionel JOSPIN, Alain KRIVINE
Philippe LÉOTARD, Georges MARCHAIS
Débat préparé par Dolorès ALOÏA

CELLES-CI, VOUS LES GARDEZ

ABONNEZ-VOUS

POUR 130 F

AU LIEU DE

150 F



Je m'abonne à Différences,
Le mensuel qui me fait gagner de l'argent.

130 F (1 an) 80 F (6 mois) 200 F (soutien)

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Commune _____

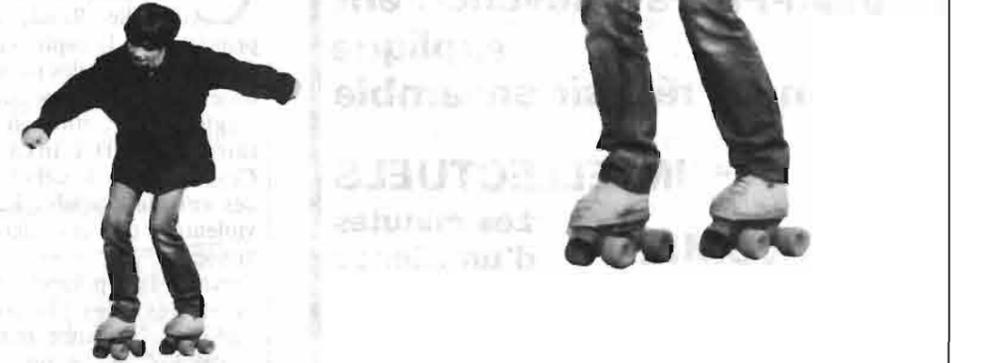
Profession _____

Bulletin dûment rempli accompagné d'un chèque à retourner à :

Différences (Service Abonnements), 89 rue Oberkampf, 75011 PARIS.

Abonnement 1 an : étranger : 180 F ; chômeur et étudiant : 130 F.

SECONDE SOUFFLE



Il faut regarder les choses en face. La chaleur, le bruit, les nerfs ne suffisent pas à expliquer les meurtres de l'été commis dans des cités populaires, et dont les victimes sont pour la plupart de jeunes Maghrébins. D'autant que s'y ajoutent des descentes de commandos ayant pour but avoué de « casser du bougnoule » et, dans la foulée, les bombes du Club Charles Martel. Oui, ce que l'on dénonce ailleurs comme un signe odieux de barbarie, se produit ici, sous nos yeux : en France, le racisme tue. Est-ce un poids trop lourd pour nos consciences ? Un problème trop difficile à résoudre ? Crainte de l'assumer, accoutumance ou banalisation délibérée, c'est un fait que la place occupée par ces drames dans les médias s'est rétrécie de semaine en semaine. Mais on a répété à tous les échos — sans vraiment chercher à les réfuter — les propos mensongers rendant les immigrés responsables des difficultés économiques et sociales. Oui, la haine qui fait sortir les 22 Longs Rifles se renforce dans cette intoxication, devenue une forme inquiétante d'opposition politique.

Ceux qui misent ainsi sur la dégradation des relations entre communautés mesurent-ils le grave danger qu'elle comporte pour la société toute entière ? Les efforts pour rendre la vie meilleure et plus juste ne peuvent qu'en être entravés. L'équilibre national et social risque de basculer dans d'irréremédiables déchirements. La France, à coup sûr, y perd son âme.

Et vous ? et nous ? Différences, qui prend un nouveau départ, entend affronter la réalité sans complaisance, mais non sans espoir. Parmi les informations trop souvent occultées, il en est beaucoup qui illustrent la possibilité de vivre ensemble différents et amicaux, de se connaître et se comprendre pour un enrichissement mutuel. Vous les trouverez dans nos pages.

Des transformations profondes s'amorcent dans les domaines de l'habitat, de l'environnement, de l'école, de la formation pour résorber les situations génératrices d'inégalités et de tensions. Nous en suivrons le déroulement.

D'innombrables initiatives d'enseignants, de jeunes, d'artistes, de municipalités, d'associations les plus diverses, œuvrent à la promotion d'échanges lucides et fraternels entre les hommes, entre les peuples. Nous leur offrirons un support.

Des cultures venues de loin et celle que fait surgir la génération issue de l'immigration, rencontrent et fécondent la tradition française en perpétuel renouvellement. Nous exprimerons cette créativité foisonnante.

Tel sera, pour cette rentrée, le second souffle de notre magazine qui vous aide à voir, savoir, réfléchir, agir, là où d'autres détournent la tête.

Bien sûr, nous ressentons notre faiblesse par rapport aux nécessités de l'heure. Pour mieux y répondre, le rayonnement accru de Différences est à la fois un moyen et une fin. Vous pouvez l'aider aussi.

Différences

enjeu POUR LA REPUBLIQUE ET LE SOCIALISME

N° 5
Septembre 83

EXCLUSIF

Jean-Pierre Chevènement explique Comment réussir ensemble

- **INTELLECTUELS** Les minutes d'un silence
- **ECONOMIE** l'autre politique

Abonnements : 250 F par an à l'ordre des Editions du 10 mai 52, rue de Bourgogne 75007 Paris CCP N° 17897-07 P Paris.

mico Mobilier urbain

13, rue Vauquelin
75005 PARIS
707.17.60

Pomme d'api



46, rue de Paris, 59800 LILLE - Tél. : 54.47.19
11, rue de la Vieille-Comédie - 59800 Lille - Tél. : 54.05.75

Sri-Lanka

DRÔLES D'ÉMEUTES

Colombo, au matin du 25 juillet 1983 : dans Galle Road, artère principale de la capitale, deux boutiques tamoules flambent, mises à sac par la population cinghalaise, 1, ethnique majoritaire au Sri-Lanka (ex-Ceylan). C'est le début d'une des émeutes raciales les plus violentes de ces dernières années.

Suivant les pillages et les incendies des boutiques tamoules, j'avance parmi la foule. En tout et pour tout, sur les quelques quatre kilomètres que j'ai parcourus dans ce chaos de haine raciale, je n'ai pas vu plus de dix représentants de l'ordre. J'ai même vu des policiers, armés de fusils, regarde en riant des Cinghalais taper à coups de canne à sucre sur un Tamoul qui tentait de se sauver. Ces mêmes policiers, observaient d'un œil tout aussi complaisant deux individus qui pillaient une boutique, pendant qu'un autre y mettait le feu.

Toutes ces exactions, semblent très bien orchestrées : barrer l'artère principale aux deux bouts, dévaster tous les biens tamoules le long de ce même axe, pendant que d'autres Cinghalais arrêtent tous les véhicules qui passent et vérifient qui s'y trouve. S'il s'agit par malheur d'un occupant tamoul, il est aussitôt sorti et battu, sa voiture confisquée, ou détruite. L'affolement est indescriptible. Les Tamouls montent sur tout ce qui peut rouler, afin de fuir le plus loin possible le danger immédiat. Le gouvernement impose un couvre-feu dès 14 h, ce qui permet aux pillards et assassins cinghalais de continuer en toute tranquillité la sinistre besogne commencée le matin.

Sri Lanka est peuplée d'environ 17 millions d'habitants : Cinghalais (65 %), Tamouls (20 %), musulmans (6 à 7 %), et autres. Les Cinghalais en majorité bouddhistes, détiennent le pouvoir politique. Les Tamouls, originaires de l'Inde du sud, sont pour la plupart hindouistes. Pendant des siècles, les invasions se firent par l'Inde du sud, ce qui explique la concentration des Tamouls dans le nord de l'île. Mais depuis bientôt cinq cents ans, d'autres vagues de colonisateurs leur ont succédé. Les Tamouls du nord, en grande partie des petits fermiers, sont très pauvres. Ils sont en conflit constant avec les hommes d'affaires cinghalais, qui les maintiennent dans la misère.

Division

D'autre part, dans le sud de l'île, la population pauvre, à 95 % cinghalaise, ne connaît des tamouls que les quelques docteurs ou ingénieurs qui travaillent dans le district de Galle ou de Matara. Ces deux secteurs de la pauvreté srilankaise ont les mêmes problèmes de survie, mais sont maintenus isolés par les partis nationalistes, qui développent des thèses racistes afin de créer un clivage entre les deux ethnies. La division permet ainsi au pouvoir en place de mieux conserver les pouvoirs économique, financier et politique. Le 25 juillet, après le couvre-feu, ne circulent dans les rues désertes que des véhicules remplis de Cinghalais, qui font la chasse aux noms. Ils s'arrêtent dans une rue et dévastent les maisons ou

immeubles habités par les Tamouls, en regardant les boîtes aux lettres. Les forces de l'ordre, essentiellement la police, (l'armée composée de 15.000 hommes se trouvant en grande partie dans la péninsule de Jaffna) commence à quadriller Colombo en se postant aux carrefours, les réservistes et les volontaires sont mobilisés dans l'après-midi. Le 25 au soir, ni l'armée, ni la police ne contrôlent la situation. Les problèmes raciaux n'ont fait que s'aggraver depuis les élections de 1977. Avant 1977, la gauche était très divisée ; les partis de gauche

L'U.N.P. remporta donc ces élections et M.J.R. Jayawardene devint président. Très vite les jeunes Tamouls s'aperçurent que les promesses faites, n'étaient pas tenues, et que cela n'avait été qu'une manœuvre électorale, pour permettre à l'U.N.P. de gagner des sièges dans le nord. Le T.U.L.F. fut déconsidéré. L'E.E.L.A.M. fut créée. Ce mouvement tamoul réclame un Etat séparé. Il n'a aucune analyse de classe, aucune ligne politique. Pour se procurer de l'argent, les membres

part à la fête en violant deux institutrices tamoules, dans la nuit du dimanche au lundi. Les « Tigres », en représailles attaquèrent un poste militaire et tuèrent une quinzaine de soldats cinghalais. C'est ce qui a déclenché le massacre du 25. Le 26 on apprend que 35 ou 37 prisonniers soupçonnés d'appartenir aux « Tigres tamouls » ont été massacrés dans la prison Verikade où ils se trouvaient incarcérés depuis un certain temps. La radio ne fait état que de 7 personnes tuées à Jaffna. Enfin elle

furent transformés en camps de réfugiés. Dans un des camps, plus de 7.000 Tamouls se retrouvèrent sans nourriture. Le couvre-feu commencé le 25 juillet à 14 h à Colombo, et étendu à toute l'île, s'est arrêté le 27 à 6 h, pour permettre aux gens de se ravitailler. Il a repris à 16 h. Dès le matin, des Cinghalais ont attaqué les camps de réfugiés. L'armée a utilisé les gaz lacrymogènes. Dans le même temps, vingt-cinq magasins tamouls ont été pillés, tandis que le plus grand marché de Colombo, Pettah, a été brûlé. Ce même jour, le Premier Ministre a pris en charge la distribution dans les camps de réfugiés. Il ordonne que les magasins coopératifs sous son contrôle vendent les aliments essentiels. Tous les prix sont décuplés. les légumes sont très rares, il n'y a pas de pain ni de lait. Des files d'attente commencées avant la fin du couvre-feu, s'allongent sur des centaines de mètres, pour chaque magasin, sous un soleil de plomb. C'est là que la vérité éclate aux yeux : il y a eu une volonté farouche de détruire la base économique de la communauté tamoule. Malgré la gravité des événements, la télévision continue de nier les faits. Le journal télévisé de 21 h 30 diffusé sur la chaîne en langue anglaise le 27 juillet est un modèle du genre. Le présentateur reprend les principales informations, que les gens connaissent, en ajoutant à la fin, je le cite « ...,that's not true ! ». Ce n'est pas vrai. Pour conclure que « ces rumeurs venaient de forces qui voulaient nuire au gouvernement ». Le contraire est plus plausible : indiscutablement le gouvernement a préparé, puis laissé se développer ces événements qui ont fait plusieurs centaines de victimes. □

Bernard JABIN

Des émeutes raciales prévisibles...



Manifestation contre les massacres de Tamouls

L.S.S.P. (socialistes) et C.P.C. (communistes) menaient depuis 1950 une politique ignorant le problème Tamoul afin de conserver leurs bastions dans le sud. Le T.U.L.F. (Front Uni de Libération Tamoul) devint donc pour ceux-ci le principal parti de l'opposition. Aux élections de 1977, sur consigne du T.U.L.F., beaucoup de Tamouls votèrent en faveur de l'U.N.P. (Parti de l'Union Nationale) qui avait promis de satisfaire leurs revendications.

de l'E.E.L.A.M. en vinrent à attaquer des banques. Le mouvement interdit, ses positions se durcirent. Il prit le nom de « Tamil Tiggers » c'est-à-dire les « Tigres tamouls ». Le durcissement de la répression a fait basculer la population civile du côté des terroristes. Cette année, du vendredi 22 au dimanche 24 juillet c'était la grande fête hindouiste du Vel. Le lundi 25 toute les boutiques et les bureaux tamouls étaient fermés. Dans le district de Jaffna, les soldats cinghalais, prirent

annonce que les pillards seront arrêtés par l'armée. Mais, malgré cette annonce et le fait que trois pillards aient été tués, j'ai vu le mardi après-midi, sur Galle Road une jeep de la police s'arrêter, non loin de soldats en faction qui les ont regardés faire, et, avec l'aide de deux civils, briser la vitrine d'une petite boutique qui avait échappé aux pillages antérieurs. Il ont pillé l'intérieur et emporté un maximum d'objets et de nourriture, et sont repartis, hilares, à bord de la jeep. Dans le quartier de Bambalapatiya, deux temples hindous

L'ÉTÉ MEURTRIER

• Français d'origine algérienne, Moussa Mezzogh, dix-neuf ans, accusé d'avoir volé un blouson, est tué d'un coup de pistolet chargé de grenaille, en présence de policiers qui l'avaient arrêté, par le caissier d'un supermarché Radar à Livry-Gargan. (17 juin) Le MRAP demande une enquête rapide et approfondie. Il note que cette affaire, et plusieurs autres, traduisent « le climat d'hostilité, le rejet et les discriminations dont souffre la nouvelle génération issue de l'immigration ». Il participe à l'organisation et au déroulement de la marche silencieuse, de la gare de Gargan à la sous-préfecture du Raincy, où Français et immigrés manifestent « leur volonté de faire prévaloir la justice et l'amitié ». (23 juin)

• A Meudon, en plein Ramadan, Kamel Lettad, dix-sept ans, de retour de la mosquée, est grièvement blessé à l'abdomen par un groupe de « casseurs de bougnoules ». (3 juillet) A l'appel du MRAP et de vingt-sept autres organisations, quinze cents personnes prennent part à une manifestation de protestation (1^{er} juillet).

• Toufik Ovannès, un enfant maghrébin de dix ans, est tué d'une balle dans le cœur, alors qu'il joue avec des pétards au pied d'un immeuble de la Cité des 4000 à La Courneuve, en Seine St-Denis. (9 juillet)

• Sous prétexte qu'il avait uriné contre une voiture, un Martiniquais de trente deux ans, Romero Zamero, qui participait à une fête dans un foyer de jeunes, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), est tué d'un coup de pistolet 6,35 par l'occupant (10 juillet). Le Comité local du MRAP fait connaître son indignation.

• A Grenoble, dans le quartier des Très Cloîtres, les mobylettes ronflent sur le trottoir. Armando Francesco, un maçon portugais, père de cinq enfants, craque après un premier avertissement et fait feu. Il est 22 h 30. Ahmed Benkhidi, dix-sept ans, s'écroule frappé à mort d'une balle en plein cœur (20 juillet).

• Un jeune garçon d'origine tunisienne, Mohamed Rehabi, onze ans, qui se promenait avec sa tante dans le quartier de Haut du Lièvre à Nancy, est blessé d'une balle de carabine (20 juillet). Vive protestation du Comité local du MRAP.

• Six hommes qui tiraient des fenêtres de la Cité des 4000, à La Courneuve, avec une carabine 22 Long Rifle sont arrêtés (25/26 juillet).

• Un jeune Guinéen de vingt six ans, Moktar Mamadou Boireau, est tué d'un coup de fusil par un locataire alors qu'il se rendait à la douche, rue des Vignoles à Paris (20^e) (27 juillet).

• Une autre victime n'a que huit ans. Il est 11 h du matin, Sala Djennane joue dans une cour de la cité des Fracs Moisis, à Saint-Denis, lorsqu'il est atteint sur le côté droit par un projectile (28 juillet).

Le tireur, arrêté le 2 août, avait quinze ans.

• A la cité de la Courtille, à Saint-Denis, une homme tire avec son 22 Long Rifle sur des enfants : deux d'entre eux, neuf et dix ans - un garçon portugais et une fillette française - sont blessés (31 juillet).

• Un pompiste de Palavas-les-Flots (Hérault) refuse de faire de la monnaie à quinze jeunes gens des Minguettes (Vénissieux) en colonie itinérante, qui circulent à vélomoteur. Dispute. Il tire sur eux avec un fusil à pompe (2 août).

• Coup de carabine à la Cité des 3000 d'Aulnay-sous-Bois (Seine-saint-Denis) contre un enfant d'origine sénégalaise, Massamba Badiane, douze ans, légèrement blessé au front (6 août).

• Deux jeunes gens d'origine maghrébine sont pris à partie par cinq hommes circulant en voiture à Aix-en-Provence.

Salim Grine, atteint d'une balle de calibre 12 en pleine tête est tué sur le coup. Son ami Mohamed Bensabur est blessé à la jambe. Les agresseurs avaient eu auparavant une altercation avec d'autres maghrébins ; ils sont arrêtés à Marseille après une brève enquête (13 août).

Le MRAP participe à la manifestation appelée par l'Amicale des Algériens en Europe (14 août).

• A Gimont (Gers), un enfant de douze ans blesse grièvement, Galem Sebaa, soixante dix ans, qui marchait dans la rue, en tirant d'une fenêtre avec un 22 Long Rifle à lunette (10 août). La victime meurt à l'hôpital (20 août).

• En Corse, à Porto-Vecchio, deux travailleurs maghrébins, Driss Hagoubiet et Mohamed Laïta, qui attendaient un autocar, sont blessés par des tireurs circulant en voiture (19 août).

COUPS DE FEU DANS LA CREUSE

Bourganeuf en ce début d'été est en émoi. La poudre parle à plusieurs reprises.

Dans la nuit, on tire contre un HLM où sont logés une quarantaine de Turcs employés par une entreprise forestière de la ville (22/23 juin).

LA MORT D'UN GITAN

A Chamblay, petite localité du Jura, un gendarme tire et tue sur le coup un jeune Gitan, Alain Weiss, dis-huit ans, lors d'un simple contrôle de routine.

BAVURES

Un jeune Algérien, Toumi Djaidja, 22 ans, lors d'un contrôle aux Minguettes (Vénissieux), est grièvement blessé par un policier dont il avait tenté de maîtriser le chien (20/21 juin).

Un jeune détenu, Medjahri Hadj, 20 ans, qui tentait de s'enfuir lors d'un transfert judiciaire, est tué par un gendarme à la gare des Arcs, dans le Var (7 juillet).

Impliqué en février 1974 dans le tabassage mortel d'un jeune prévenu antillais, Patrick Mirval, un gardien-chef de la prison de Fleury-Mérogis, Raymond Benoist, arrose son départ à la retraite. Il se livre pendant la nuit à des violences contre deux prévenus, maghrébins cette fois (30 juin-1^{er} juillet). L'un deux porte plainte : une information judiciaire est ouverte (8 juillet).

CHARLES MARTEL

Deux attentats à l'explosif contre Air Algérie à Paris et à Marseille. Ils sont revendiqués par le Groupe Charles Martel qui prétend ainsi faire œuvre de « propreté » (8/9 août).

Un correspondant anonyme,

LA JUSTICE EN DIX LEÇONS

Un magistrat de Rotterdam a récemment condamné deux jeunes gens qui s'étaient rendus coupables d'injures antisémites à visiter la maison d'Anne Frank à Amsterdam et le camp de Westerbock, d'où partirent 100 000 juifs vers l'Allemagne nazie.

Ce principe de condamnation, aussi pédagogique qu'original, devrait être importé. A titre de suggestion :

M. Jacques Chirac, pour avoir prôné le regroupement des immigrés par nationalité : quinze jours au cœur du ghetto d'Harlem.

M. Marchelli, pour avoir demandé leur renvoi : un mois de stage dans une usine nigérienne, pour y occuper

revendique au nom du Groupe Charles Martel, l'attentat à l'explosif commis contre un foyer SONACOTRA de travailleurs immigrés, à Marseille (8/10 août).

MASSACRE AVEUGLE

Il est 2 h de l'après-midi, à l'aéroport d'Orly-Sud, la foule composée principalement de ressortissants turcs se presse pour embarquer sur le vol 926 en direction d'Istanbul. Soudain une valise piégée explose à proximité des guichets de la Turkish Airlines. Il y aura sept morts et une soixantaine de blessés.

Un heure après, deux coups de téléphone à l'agence France-Presse de Paris et d'Athènes revendiquent l'attentat au nom de l'ASALA (l'Armée Secrète pour la Libération de l'Arménie) (15 juillet).

LES VISITES DU PRÉSIDENT

Le président de la République a rendu visite aux habitants de la Cité des 4000, à La Courneuve, et s'est informé « sur le terrain » des problèmes de l'habitat dans plusieurs villes de la banlieue parisienne (26 juillet).

Lors de la commémoration de l'attentat de la rue des Rosiers, « par solidarité, fidélité au souvenir », il est venu au rassemblement qui se déroulait sur les lieux, un an après, à la même heure, à l'appel du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions juives de France), auquel le MRAP s'était associé (9 août).

les postes libérés par les immigrés expulsés.

M. Pierre Mauroy, pour avoir accusé les intégristes musulmans de noyauter les mouvements revendicatifs chez Citroën : un pèlerinage à la Mecque.

Bien sûr, l'arbitraire du choix des peines peut constituer un délit. On enverra donc le juge qui s'en sera rendu coupable en stage auprès de la Présidente de la Chambre correctionnelle de Lyon, pour qu'il y apprenne l'équité. Celle-ci vient en effet de condamner, pour le même délit un étudiant propre-sur-lui (et membre du P.F.N.), à 1 000 Francs d'amende, et un jeune des Minguettes à 6 mois de prison.

Jack LESSONGIVER



Carl Lewis (U.S.A.) et Marlies Gohr (R.D.A.) aux championnats du monde d'Helsinki : fraternité.

MOBILISATION

Se référant aux agressions et attentats de l'été, ainsi qu'aux campagnes menées contre les immigrés, accusés d'être responsables du chômage et des difficultés sociales, le MRAP appelle à la « mobilisation de tous les démocrates face à la montée du racisme » (20 août).

En juillet et août, ses dirigeants ont pris contact avec les partis politiques, les syndicats, les Eglises, les associations d'immigrés.

UNE DEUXIEME DECENNIE CONTRE LE RACISME

L'ONU avait proclamé en 1973 une décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui prendra fin le 10 décembre prochain. En 1978, à Genève, la première conférence, destinée à faire le point à la mi-temps, s'était terminée par une violente cassure, les puissances occidentales refusant de prendre en compte la résolution de l'Assemblée générale (1975) qui assimilait le sionisme à une forme de racisme.

A la deuxième conférence, qui s'est également tenue à Genève (1^{er}-12 août) pour clore la décennie, les Etats-Unis et Israël étaient absents, comme l'Afrique du Sud. Des efforts notables ont été tentés pour parvenir à un

accord unanime. Mais s'ils n'ont fait aucune allusion à la fameuse résolution ni à son contenu doctrinal contesté, les participants, dans leur majorité écrasante, n'ont pas suivi le chef de la délégation française, l'ambassadeur Louis Dauge, qui affirmait : « Il n'existe aujourd'hui qu'une situation qui soit de façon flagrante une situation de racisme systématique, en l'occurrence institutionnalisée, c'est l'apartheid de la République d'Afrique du Sud (...) Accuser de racisme un Etat et, au-delà, qu'on le veuille ou non et quoi qu'on prétende, tout un peuple, est un acte d'une particulière gravité ».

Dans la déclaration finale, avec l'Afrique du Sud, Israël est le seul pays nommément désigné, précisément pour sa coopération particulièrement active avec le pays de l'apartheid, et pour « les pratiques de discrimination raciale dirigées contre les Palestiniens ».

Après s'être prononcés contre les deux articles concernés, douze pays — dont la France — votaient contre la déclaration, et trois s'abstenaient, alors que cent un participants l'approuvaient, au terme d'une longue nuit de débats.

Une seconde décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale a été décidée. Le programme d'action a été adopté par 92 voix contre 7 et 12 abstentions. La délégation française, là encore, émettait un vote négatif, refusant de s'associer aux sanctions contre l'Afrique du Sud et

d'approuver la lutte armée des mouvements de libération Sudafricains.

Dix organisations, non-gouvernementales ont obtenu la parole au cours des travaux, dont le MRAP, par la voix d'Albert Lévy, Secrétaire général, qui a présenté des propositions pour l'action future. □

ET LES TCHADIENS ?

« La France respecte ses engagements, ceux qui découlent des accords de coopération de 1976. Nous n'avons aucune raison d'aller au-delà » François Mitterrand, le 13 juillet).

...« Ce qui est exclu toute participation directe de la France au conflit » (Charles Hernu, ministre de la Défense, 7 août).

« Nous ne sommes pas soumis à la volonté américaine et nous n'avons aucune raison d'agir uniquement avec les Américains, systématiquement aux côtés des Américains » (Claude Cheysson, ministre des Relations Extérieures, 8 août).

« La France a intérêt à rester le plus en dehors possible du conflit » (Pierre Juquin, porte-parole du P.C.F., 9 août).

« Beaucoup de pressions se sont exercées sur la France (...) Ce qu'on a appelé de l'hésitation était plutôt de la détermination froide à attendre le moment et à ne céder à aucune pression » (Michel Jobert, ancien ministre, 20 août).

« J'espère que nos amis français feront un effort plus grand » (Hissène Habré, 21 août).

Après un premier contingent de 180 parachutistes français (9 août), rejoignant les 2000 venus du Zaïre, la mise en place d'une force française, accrue jour après jour, s'achève avec l'arrivée à N'Djamena du général Poli (22 août) et du détachement de soutien logistique aux 8 avions Mirage et Jaguar avec leurs deux avions ravitailleurs (24 août). C'est le plus grand déploiement militaire français en Afrique, depuis la guerre d'Algérie.

Et les Tchadiens ?

Leur lassitude, leur inquiétude percent le barrage de la censure. Beaucoup fuient au sud du Tchad ou au Cameroun. Des quartiers entiers de la capitale sont vides ; d'autres restent en ruines depuis les combats de 1980 entre Hissène Habré, ministre dissident, et Goukouni Oueddeï, président du GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition) jusqu'en juin 1982.

Tandis que s'évit, depuis des années, la « guerre des chefs », soutenus de l'étranger, la faim, la maladie poursuivent aussi leur œuvre de mort. Le Tchad est l'un des plus pauvres pays du monde : moins de 800 F de revenu annuel par habitant. Pourtant, il est le premier producteur africain de coton, et possède des réserves minières considérables : uranium, wolfram, cassitérite, fer, or. Et aussi pétrole, exploité par une société américaine. □

La Mauritanie, membre de l'ONU, a adhéré à la déclaration universelle des droits de l'homme, qui précise que l'esclavage sous toutes ses formes est prohibé. Le principe est repris dans sa Constitution. Officiellement l'esclavage a été aboli le 5 juillet 1980.

Pourtant, selon la Société Anti-esclavagiste, organisation britannique, sur une population de un million et demi d'habitants, il y a au moins 100 000 captifs et 250 000 *hartanis* (1), couramment vendus ou achetés comme du bétail. Dans certaines villes du Nord, comme Attar, un marché aux esclaves se tient régulièrement chaque mois. Des hommes et des femmes sont vendus et achetés par les *beïdanés* (2). Les femmes, en tant que source de reproduction ont beaucoup plus de valeur que les hommes.

Héritage

Quelquefois on donne des captifs pour rembourser une dette ou payer un tribut. Les esclaves font partie de l'héritage au même titre qu'un troupeau de chameaux ou de chèvres. Ils se transmettent de famille en famille. Généralement, ce sont les marabouts qui en possèdent le plus. C'est ainsi que Mohamed Lamine Sédima possède tout un village au nord d'Attar, dont il se sert pour se défendre contre des tribus rivales.

En Mauritanie, on ne dit pas : « esclaves », on dit « captifs » ; on ne dit pas non plus « esclavage », mais : « exploitation de l'homme par l'homme ». On distingue parmi les « captifs » des captifs de tentes, réservés aux travaux domestiques, les *hartanis* pour les travaux agricoles, et les affranchis, qui restent marqués par leur caste d'origine.

Les captifs, 200.000 environ, sont tous noirs. Ils ont été capturés sur les rives du fleuve Sénégal, ou chez les Bambaras du Mali. Ould Hassan, représentant du mouvement *Elhor* (Liberté), à Rosso, m'a raconté que, tout

récemment, des Maures ont capturé des enfants. Chameaux dissimulés derrière des épineux, courses folles d'enfants éperdus de terreur : d'incroyables et poignants récits qui ébranlent soudain les assises du temps.

Les captifs sont ethniquement Noirs Soninké ou Bambaras et culturellement Maures. Ils parlent en partie le *hassania* et sont profondément acculturés. Ce sont des Maures noirs, par rapport aux Maures blancs, leurs maîtres, qu'on appelle ici des « Arabo-Berbères », et par opposition aussi aux Noirs du fleuve qu'on appelle des « Négro-Africains ».

Pour M. Fall, représentant du mouvement *Elhor* à Kidi, il s'agit moins d'une question raciale que d'un problème social. A ses yeux, la liberté doit signifier l'égalité des droits et des obligations. Il trouve choquant qu'une commission fixe le prix d'un homme (3), comme s'il s'agissait d'une marchandise, parce que les dirigeants du pays pensent respecter les prescriptions de l'Islam, selon lesquelles l'esclave se libère en dédommageant le maître. « Cela est faux dit-il, l'Islam a hérité de l'esclavage et il a codifié la situation qu'il a trouvée. Or l'Islam ouvre seize portes pour la libération de l'esclave. Pourquoi n'a-t-on retenu qu'une seule solution, celle-là même qui est peut-être la moins conforme à l'esprit du Coran ? N'aurait-il pas été plus naturel et plus juste de dédommager celui qui depuis des siècles est une victime ? De plus, les forgerons, les griots (4), et les artisans ont été oubliés et continuent d'avoir un statut d'inférieur. Les *hartanis* auront du mal à ne pas rester dépendants de leurs maîtres tant que deux conditions essentielles n'auront pas été remplies : la scolarisation de leurs enfants (moins de 2 % d'entre eux vont à l'école) et l'appropriation de la terre ».

L'avènement du nouveau régime qui avait publiquement condamné l'esclavage et le racisme a également soulevé des espoirs chez les *hartanis* des régions du sud, mises en valeur avec l'aide de l'Etat. Ils se sont heurtés aux maîtres maures qui revendiquaient la propriété des terres qu'ils cultivaient.

Le mouvement *ehor*, principalement constitué de *hartanis*, se fixe comme objectif la disparition des rapports esclavagistes, considérés comme la pire forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Ses représentants sont pourchassés à travers le pays : on le rencontre principalement dans la région du fleuve et dans toute une partie du nord du pays. L'émancipation passe par la lutte contre une double aliénation : celle des *hartanis* et des captifs eux-mêmes qui, depuis des siècles, se considéraient comme des inférieurs,



Esclave africain. (Fin du XIX^e siècle).

Mauritanie

Plus esclaves mais « captifs »

Ils ont changé de nom, pas de sort

nis des régions du sud, mises en valeur avec l'aide de l'Etat. Ils se sont heurtés aux maîtres maures qui revendiquaient la propriété des terres qu'ils cultivaient.

Le mouvement *ehor*, principalement constitué de *hartanis*, se fixe comme objectif la disparition des rapports esclavagistes, considérés comme la pire forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Ses représentants sont pourchassés à travers le pays : on le rencontre principalement dans la région du fleuve et dans toute une partie du nord du pays. L'émancipation passe par la lutte contre une double aliénation : celle des *hartanis* et des captifs eux-mêmes qui, depuis des siècles, se considéraient comme des inférieurs,

ne s'agissant que de questions ; et celle des maîtres, qui érigent le système en dogme et s'estiment dotés d'un pouvoir divin que nul ne peut remettre en cause.

« Il ne suffit pas dit M. Fall de dire à l'esclave : tu es libre, encore faut-il lui donner une structure d'accueil et affranchir son esprit, ainsi que celui de son maître. □

Amar HADJH

(1) Captif : esclave. *Hartanis* : esclave agricole qui ne perçoit aucun salaire.

(2) *Beïdanés* : Maures blancs qui détiennent le pouvoir politique et économique en Mauritanie.

(3) Le versement par l'Etat d'une compensation aux ayant-droit.

(4) *Griots* : conteurs se déplaçant de région en région et divertissant les villages qu'ils traversent.

L'EFFET TOUFIK



Le meurtrier du petit Ouannès a fait école cet été.

10 AOÛT 1983 sur une route de France. Les kilomètres défilent et l'autoradio égrène d'heure en heure les bulletins d'information. Salim Grine vient d'être abattu à Aix, son copain Mohamed Bensabur blessé. De journal en journal, titres et commentaires fondent : on passe d'un Meurtre raciste à L'été meurtrier, à Un nouveau drame de la chaleur.

D'heure en heure, les explications politiques se sont évaporées dans la canicule. Finie la sociologie, vive la météorologie. L'idéologie caniculaire naît après le meurtre de Toufik Ouannes aux 4000 logements de La Courneuve : « Avec la chaleur, ça ne rate pas, dit l'officier de la police judiciaire, certains boivent, et

font n'importe quoi » (Le Monde, 12/07/83). Elle tiendra tout l'été.

Le 6 août, consécration de la météocriminologie dans Le Monde, avec un très sérieux article sur l'irascibilité des porcs d'élevage soumis à la promiscuité et aux trop fortes températures.

La chaleur énerverait...

Des porcs aux habitants des grands ensembles, il n'y a qu'un pas, que Le Monde ne franchit pas d'ailleurs, puisqu'un autre article signale, dans la même édition : « la chaleur énerverait, exaspérerait, et pour finir, tuerait. Cette idée d'une criminalité saisonnière n'est cependant pas confirmée par

les statistiques. Il n'y a pas, aux temps chauds, plus de crimes et de délits en France. »

Témoignage chrétien, L'Humanité, noteront aussi que la chaleur et le bruit ne sont pas les seules causes des dizaines d'agressions perpétrées cet été. « Le bruit est cause de nervosité encore plus

grande lorsqu'il survient à l'issue d'une épuisante journée de travail et dans des quartiers où le confort et l'insonorisation ne sont pas des préoccupations prioritaires » (L'Humanité, 22/07/83, après l'assassinat de Ahmed Benkhidi à Grenoble).

« Drame de l'urbanisme ?

s'interroge T.C. Il est tentant de l'affirmer... certains évoquent la canicule. Mais même en additionnant ces raisons, l'explication demeure insuffisante. A Meudon, Kamel Lettad ne faisait pas de tapage, la canicule n'était pas particulièrement écrasante. »

En fait, la presse a tenté de reconstruire à tâtons, parfois partialement, une causalité expliquant ces crimes inacceptables. Dans L'été meurtrier, le film de Becker, une sorte de logique de la folie débouche, presque mécaniquement, et sans que personne n'y puisse rien, sur le crime. On retrouve le même fatalisme dans les explications produites.

De la psychologie d'abord : beaucoup d'assassins estivaux sont présentés comme « soignés pour des troubles ner-

veux », ou en état d'ivresse. De la sociologie : la vie difficile dans les grands ensembles, leur trop forte concentration d'immigrés. Le Président de la République a visité cet été les ensembles dont la réhabilitation est prévue. Certains ont proposé des solutions : M. Chirac considère qu'on doit regrouper, comme à Nice, les nationalités entre elles, les Maghrébins particulièrement ne « désirant pas » s'intégrer à la société française. Enfin de l'histoire : le racisme apparaît comme conséquence directe de la crise.

Le jour et la nuit

Non seulement ces explications ne rendent pas compte de la diversité des crimes : quel rapport entre les crimes de jour (une quinzaine d'enfants visés, blessés ou tués par un tir de fenêtre avec la plupart du temps une arme-jouet) et les crimes de nuit, dont les plus significatifs (et eux-mêmes très différents)

sont l'assassinat de Romero Zamero au 6,35 parce qu'il pissait sur une auto, et celui de Salim Grine, pour lequel les meurtriers sont rentrés chez eux chercher des armes ? Mais en plus, elles gomment le caractère globalement raciste de ces agressions, ce que relevait Mohamed Seghir, responsable de l'Amicale des Algériens en Europe, à propos du meurtre de Toufik : « Rien ne permet de dire que c'est un crime raciste. Rien en permet de dire le contraire non plus. Ce que nous constatons, c'est que la plus souvent, ce sont nos frères qu'on assassine. Surtout depuis la campagne raciste et xénophobe menée pendant les dernières élections municipales ».

La société française est ici confrontée à un fait, qui la gêne et dont elle tend à sous-estimer et simplifier les causes. Tous les efforts des médias tendent — et c'est leur travail — à expliquer, à naturaliser le fait.

Mais il n'y a rien de naturel à tirer sur des gens. Et l'explica-

tion par la crise est un peu courte : le racisme n'est pas le produit naturel de la crise. Il y a le racisme d'un côté et la crise de l'autre, qui ont tous deux une histoire, qui d'ailleurs ne coïncident pas toujours.

Les plus grandes ratonnades autour de la guerre d'Algérie ont eu lieu dans une période de croissance économique, et toute population subissant la pression de la crise économique ne se livre pas au racisme. Il faut des bonnes âmes pour suggérer un lien entre crise et immigration, et faire du racisme le déservoir (ou la diversion) de la crise.

Il y a en France des gens pour désigner les immigrés, quels que soient les thèmes, de la délinquance au chômage. Avec — peut-être — la meilleure volonté du monde, la presse a créé un effet Toufik. Du coup, des gens ont cru, sans doute un peu vite, qu'on pouvait sans trop de risques, presque naturellement, sortir les carabines.

En fait, les journalistes ne s'y sont pas trompés : si cet été

dans les cités, les Arabes, les Noirs, les enfants sont tombés comme des mouches, c'est bien à cause du climat. Du climat qu'on a créé en désignant l'ennemi. Il est vrai que les enfants de ceux qui demandent haut et fort le départ des immigrés ont rarement à jouer dans le parking des 4000.

Banal

Le Monde (13/07/83) accusait le MRAP de mensonge quand celui-ci déclarait : « Force est de constater que le meurtre au faciès devient chose banale sans que s'élève les protestations massives auxquelles on serait en droit de s'attendre en pareil cas ». C'est vrai, il y a eu des protestations.

Mais bien peu ont noté qu'au delà des caractères propres à chaque coup de feu, 95 % des victimes de cet été sont venues d'ailleurs (1). A croire qu'il fait bon mourir en France.

Jean-Michel OLLE

(1) Voir page 8 L'été meurtrier.

NOUVELLE DROITE.

A la suite de l'article paru dans Différences d'avril 1983 sous le titre « La nouvelle droite se pousse du col »,

nous avons reçu les deux lettres publiées ci-dessous l'une de M. Yvan Blot, l'autre de M. Mégret.

□ Votre article consacré à la « nouvelle droite » est une illustration parfaite de ce que Léon Poliakov appelle « la causalité diabolique » : Vous construisez de toute pièce le mythe d'un vaste complot qui menacerait « l'œuvre du changement » et vous cherchez ainsi à discréditer l'opposition, Je tiens à vous rassurer : le Club de l'Horloge n'appartient pas à la nouvelle droite et je n'ai aucun pseudonyme. Je signe tous mes articles sous mon propre nom ; nous n'avons aucune vocation pour tout extrémisme et nous sommes hostiles à toute forme de haine qu'elle soit de race ou de classe ; nous ne pratiquons pas « l'entrisme ». Tous nos discours et tous nos écrits montrent notre attachement aux principes républicains, mais est-ce trop vous demander que d'en prendre connaissance ? A titre d'exemple, nous n'avons jamais tenu le propos que vous nous prêtez : « il n'y a pas d'alternative ou socialisme » qui est le contraire de nos convictions.

Yvan BLOT
président du Club de l'Horloge

Dans un article intitulé « La nouvelle droite se pousse du col » publié le 8 avril 1983 sous la signature de Bernard Deljarrie, les Comités d'Action Républicaine sont mis en cause d'une manière qui ne correspond en rien à la réalité.

Les C.A.R. sont une association des citoyens qui veulent

mener un combat désintéressé et constructif face au socialisme. Leur ambition est de contribuer au renouveau de la politique afin qu'elle soit un véritable service de la communauté nationale étranger au carriérisme et à l'électorisme. L'ensemble des adhérents des C.A.R. se sont engagés par idéal pour des convictions nobles et méritent le respect. Il y a parmi eux des Français de toutes sensibilités religieuses (catholique, protestante, juive) de toutes obédiences philosophiques qui se retrouvent autour d'une Charte humaniste et républicaine.

Les C.A.R. sont indépendants de toute organisation et ne sont au service d'aucune chapelle politique, religieuse ou philosophique.

Les accusations et les insinuations faites dans votre article à l'encontre des C.A.R. sont dénuées de tout fondement.

L'enracinement est une valeur humaniste qui n'a rien à voir avec la nouvelle droite et qui était d'ailleurs largement développée en matière culturelle par M. Jack Lang dans vos propres colonnes (n° 18 décembre 82 p. 12 et 13). Quant au racisme je vous mets au défi de trouver le moindre écrit des C.A.R. pouvant justifier les insinuations scandaleuses dont M. Deljarrie s'est rendu coupable.

Je regrette vivement pour ma part qu'un périodique qui se veut l'expression d'une association militant pour la défense des droits de l'homme se livre à de tels amalgames et donne sciemment d'une organisation politique qui ne partage pas ses opinions une image aussi déformée.

La désinformation, à la mode à ce jour aurait-elle contaminé le MRAP ?

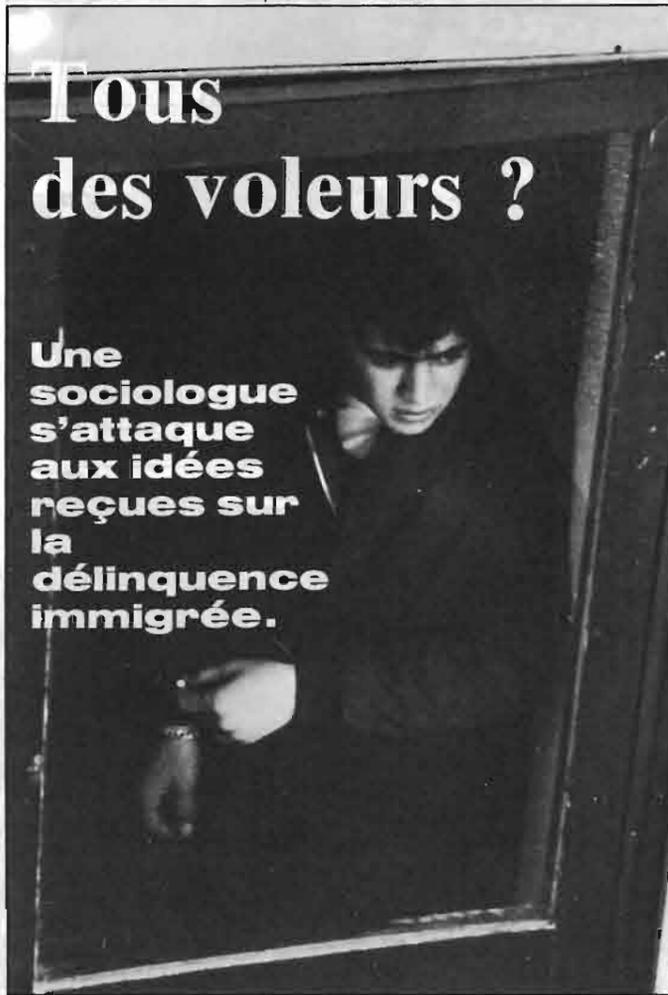
B. MEGRET président des C.A.R.

Notre réponse aux réponses dans le prochain numéro de Différences...

PRÉJUGÉS

Tous des voleurs ?

Une sociologue s'attaque aux idées reçues sur la délinquance immigrée.



La délinquance étrangère : un thème qui a retenu l'attention de nombreux criminologues et sociologues. Presque toutes les études, cependant, se sont limitées à la criminalité des migrants majeurs. Quand elles parlent des mineurs, elles ne le font que de manière accessoire.

Nous avons mené deux recherches sur les mineurs. Bien que nous n'ayons pu travailler que sur des petits échantillons, nous avons cherché à caractériser la délinquance des jeunes étrangers et à analyser la réaction institutionnelle à cette délinquance. Le pourcentage des jeunes étrangers qui comparaissent devant la justice des mineurs est plus ou moins important selon les départements. Dans les circonscriptions que nous avons pu étudier nous avons recensé 48 % de mineurs d'origine étrangère, dont 37 % de jeunes Maghrébins, 7 % de Latins et 4 % d'autres origines. ces pourcentage sont

très importants si nous les comparons avec ceux des jeunes étrangers des régions concernées.

Etant donné leur importance numérique nous avons centré notre étude sur les jeunes Maghrébins. Ils sont sensiblement plus jeunes que les Français de l'échantillon (46 % ont moins de 16 ans) et dans leur majorité (65 %) nés en France.

Il faut noter que 60 % des familles maghrébines de l'échantillon ont plus de sept enfants (contre 23 % pour les Français), que — même avec les allocations sociales diverses — les ressources des familles maghrébines sont nettement inférieures à celles des familles françaises ; que 59 % des pères maghrébins sont O.S. ou manœuvres contre 22 % des pères français, alors que nous trouvons une proportion inverse d'ouvriers qualifiés et de contremaîtres (25 % contre 38 %). Quant au logement, toutes les familles vivent en cités à forte

concentration d'immigrés. Il s'agit de quartiers tout particulièrement visés par la surveillance policière, ce qui explique pour une bonne part les signalements précoces et, donc, le jeune âge des enfants devant les tribunaux pour enfants.

L'entrée précoce de ces jeunes d'origine maghrébine dans le circuit judiciaire nous a conduits à nous demander si le signalement ne jouerait pas un rôle « sélectif » à l'entrée dans le système institutionnel. Y a-t-il une différence sensible entre les actes commis dès leur plus jeune âge, et non signalés au Parquet des mineurs, par les enfants des mêmes classes sociales, toutes nationalités confondues ?

La « surcriminalité » des jeunes Maghrébins semble être plus apparente que réelle. La petite délinquance est, chez eux, plus précoce, cela découlant sans doute du fait que les familles très nombreuses ayant un niveau de ressources très bas sont en nombre important : les jeunes maghrébins restent donc plus longtemps (de 13 à 18 ans) dans le champ d'observation de la délinquance juvénile que les jeunes Français (de 15 à 18 ans). Il s'ensuit un effet d'illusion, tendant à faire croire qu'ils sont plus nombreux alors que les tranches d'âge ne sont pas les mêmes.

Affaire classée

Par ailleurs, la réaction institutionnelle défavorable (racisme parfois, mais aussi conviction que le milieu familial n'est pas propice à l'« éducation » du jeune) a un effet cumulatif : pour des infractions ou des délits comparables, on trouve moins d'affaires classées.

Inscrites au dossier du mineur, elles transforment le délit suivant en récidive, ce qui allonge les détentions provisoires et augmente les peines de prison.

Quant aux actes de délinquance nous avons relevé dans nos recherches, une moindre gravité chez les jeunes Maghrébins pour certai-

nes infractions (coups et blessures, rebellions et menaces : 6 % contre 8 % chez les Français ; vols de voiture : 2 % contre 10 %) et une sur-représentation pour d'autres (cambriolages, vols à la tire et rackets : 15 % contre 9 % pour les Français ; petits vols de tout genre : 61 % contre 55 %).

L'origine

Une comparaison de la délinquance des jeunes des différentes origines selon le niveau de ressources de leurs familles ne ferait sans doute pas apparaître une surcriminalité des Maghrébins, mais une surcriminalité des enfants de familles dont les ressources par tête sont les plus faibles. On trouve beaucoup de jeunes Maghrébins parce que les familles maghrébines ont proportionnellement des ressources plus faibles et des enfants plus nombreux.

Ceci nous amène à penser qu'il est trop simple d'affirmer que « le degré de spécificité relative de la criminalité de chaque groupe de migrants est directement lié à la distance socio-culturelle entre société d'origine et société d'accueil », comme l'affirment plusieurs criminologues. En ce qui concerne les jeunes, la délinquance n'est-elle pas la conséquence du statut socio-économique qui est accordé — par la société dite d'accueil — à la majorité des immigrés ? A preuve : les jeunes Maghrébins dont la famille bénéficie d'une situation socio-économique favorable (mais dont la distance socio-culturelle est plus affirmée) comme par exemple les enfants de cadres ou de diplomates, ne font pas apparaître une délinquance spécifique plus fréquente ou différente de celle des jeunes français de même catégorie socio-économique ; par contre, les jeunes Français dont la famille est située au plus bas de l'échelle sociale présentent une délinquance aussi fréquente et souvent plus grave que celle des jeunes Maghrébins.

Annina LAHALLE

Une toute jeune fille sur une plage marocaine. Elle regarde la mer et rêve à la France, pays de liberté. Bientôt, elle y sera. Elle y est déjà : elle fera de la haute-couture, c'est décidé. Pierre Cardin, peut-être ? Dans trois jours, le bateau quitte la rade de Tanger avec elle à son bord. Avoir dix-huit ans et voir Paris ! Izza sourit. Décidément, elle a bien de la chance...

Trois mois ont passé. Izza disparaît derrière une pile de serviettes. Derrière elle, le linge encore à repasser s'amoncèle en tas pitoyable. De l'escalier arrive une voix perçante : « Dépêche-toi, Izza, le service du soir va bientôt commencer ! ». Engagée dans un restaurant, Izza travaille quatorze heures par jour pour 600 F par mois (en 1972), logée, nourrie. Elle parle très mal le français, ne connaît pas ses droits et n'ose pas se plaindre. Aujourd'hui, on ne lui referait plus le coup. Mais ce premier contact avec la réalité française, elle n'est pas prête de l'oublier.

Femmes de nulle part

Elles sont des milliers à faire les rêves les plus fous, là-bas, entre deux thés à la menthe. Et puis, une fois arrivées, mariées ou non, tout s'écroule. Logement insalubre, ridiculement petit ou chambre d'hôtel miteuse. Société incompréhensible, tant par le langage que par les coutumes. Mépris, racisme que les épouses subissent doublement : elles accompagnent ou viennent rejoindre un mari énervé, presque toujours absent, et qui, à son retour, se défoule de la tension accumulée dans la journée. Dans les premiers temps, les femmes maghrébines ont peur — et n'ont bien souvent pas le droit — de sortir seules. Alors elles restent claquemurées, sans personne à qui parler. Elles en arrivent à regretter la tyrannique belle-famille. Elles s'accrochent à leur unique planche de salut, les enfants, pour ne pas sombrer dans la dépression.

Toutes nationalités confondues, les femmes immigrées forment près d'un million. Il est difficile d'avancer un chiffre exact, car environ le tiers d'entre elles est sans papiers.

Cette situation irrégulière renvoie à la politique du regroupement familial, merveille d'incohérence et d'hypocrisie. Pour faire venir sa famille, le travailleur immigré doit pouvoir justifier, en plus d'un travail stable depuis un an, d'un logement salubre et suffisamment grand. Ce type de logement ne peut-être qu'un H.L.M., étant donné ses revenus. Or, les organismes



Du rêve à la réalité parisienne

H.L.M., outre le fameux quota d'étrangers parfois évoqué, refusent de louer si la famille n'est pas en France... C'est le cercle vicieux, sans parler des listes d'attente. Alors la famille rentre avec un visa de tourisme et reste dans l'illégalité. Il ne reste plus qu'à vivre dans l'insécurité permanente et des conditions déplorables : les immigrés occupent les trois-quarts des logements insalubres, sans application de la loi de 48, évidemment.

C'est ainsi que Latifa, arrivée tout droit de son village algérien, avec ses six enfants se retrouve dans une seule pièce, rue St-Denis, avec ces dames dans le couloir qu'elle essaye en vain de ne pas voir... Les exemples sont sans fin, y compris chez les « réguliers » Cent mille familles sont sur les listes d'attente H.L.M.

Autre cas de femmes sans papier : Hawa, sénégalaise, est mariée depuis sept ans selon le droit coutumier africain ; la préfecture exige qu'elle passe devant Monsieur le Maire pour être régularisée. Bintu, elle, est la seconde

épouse d'un ouvrier malien : à ce titre, elle n'a aucune existence légale aux yeux de la loi française.

Zhora est venue également rejoindre son mari. Il y a quelques mois, celui-ci l'a répudiée. Elle se retrouve à la rue, avec ses deux enfants, et sans aucun papier. « L'administration m'a dit : Si vous êtes rentrée en France par la procédure de regroupement familial, vous êtes liée à votre mari. S'il ne veut plus de vous, il faut retourner dans votre pays »... Cette procédure a donc pour effet de réduire la femme à un état de dépendance totale par rapport à l'époux, ou au père. D'autant plus qu'elle n'entraîne, sauf statut particulier (l'Algérie, par exemple), aucun droit au travail.

Les femmes immigrées sont les femmes de nulle part. Mises à l'écart par le pays d'accueil, dont la froideur défie leurs lois de l'hospitalité, elles se raccrochent aux traditions : « J'ai refusé l'aide-familiale, raconte Allé, ivoirienne, car mon mari aurait dit du mal de moi au village ». Mais le contexte

Immigrées

FÉMININ PLURIEL

Les « belles étrangères » n'ont pas la vie facile. Elles s'en sortent en s'unissant

socio-économique les force à sortir des rôles rassurants d'épouse et de mère. Et c'est la même Allé qui lutte pour suivre des cours de français et qui garde l'argent qu'elle a gagné : « Je fais des petits ménages. Au début, je donnais tout à mon mari, puis la moitié, et maintenant plus rien ! »

Se prendre en charge

Il leur faut trouver d'autres raisons d'existence que la cellule familiale, réduite en France à sa plus simple expression. Le grand corps féminin, dont elles faisaient partie au pays, a disparu. Le mari travaille, les enfants s'adaptent et s'éloignent peu à peu. Dehors, la nouveauté et la peur : dedans, la veillée solitaire, les traditions privées de leurs sens. La contradiction est immense, douloureuse et peu aboutit à des troubles psychologiques plus ou moins graves.

Le premier endroit qui va rompre la solitude des femmes immigrées est souvent le centre de P.M.I. (protection maternelle et infantile). Elle s'y retrouvent entre elles, y échangent des informations. « C'est là, explique Yamina, que j'ai entendu parler (pour la première fois) des cours d'alphabétisation. J'y suis allé d'abord par curiosité et surtout pour rencontrer d'autres femmes ».

Le cours d'alpha est d'abord un lieu de rencontre. Si, paradoxalement, le but est d'apprendre le français, le premier plaisir est de pouvoir discuter en arabe ou en dialecte africain. (2) Elles recréent le cercle féminin, l'espace chaleureux et sécurisant où elles se sentent, autre paradoxe, libres. Au centre de quartier de la rue Greneta, à celui de la rue Clavel, un peu partout, la salle de cours devient salle de fêtes : on y prépare le couscous, on chante, danse au son de la musique traditionnelle. L'apprentissage du français n'est pas oublié. Les plus âgées, immigrées depuis plusieurs années, ont compris qu'il s'agissait d'une exigence vitale.

D'abord, pour ne pas perdre le contact avec leurs enfants, pouvoir les suivre dans leurs études. Certains cours ont d'ailleurs lieu dans les écoles, pendant les heures de classe. Ensuite, pour apprendre à vivre avec les Français, et leurs habitudes. Ne pas être paralysée devant une feuille de Sécurité sociale, ou tout autre imprimé administratif. Savoir lire un plan de métro, s'orienter dans un magasin, etc...

La manifestation la plus concrète de cette prise en charge est le désir, en plus d'un solide instruction française, de transmettre la langue d'origine aux enfants. Pour l'instant, il s'agit d'une initiative essentiellement maghrébine, et, plus exactement, de femmes maghrébines : Fatima, jeune animatrice algérienne, donne des cours d'arabe, tous les mercredis, aux petits Nord-Africains de Ménilmontant. Izza fait aujourd'hui de même au centre Clavel et affine la méthode : comme tous les gosses du monde, les enfants n'apprécient pas du tout d'être « collés » le mercredi ; alors Izza leur fait des spectacles de marionnettes en arabe, et, par le jeu, le message passe.

Izza a bien digéré son restaurant sordide. Elle a réussi à entrer dans une école de couture, dès 1973. Et si elle ne travaille pas chez Pierre Cardin, elle est, par contre, responsable des activités libres au Centre Clavel : Photographie, danse, couture, cuisine, et surtout théâtre. De sketch en sketch, les situations se disent et s'exorcissent : le mari qui refuse de donner de l'argent pour les courses, la révolte d'une mère dont la petite fille est maltraitée à l'école par une maîtresse raciste, etc. Une façon de s'exprimer importante et nouvelle, qui aide les femmes maghrébines, habituées à tout intérioriser, à mieux vivre leur immigration. Elles retrouvent ici la parole féminine, perdue avec le voile qu'elles ne portent plus.

Le théâtre est également un moyen d'expression de l'Association des femmes sénégalaises qui tient des permanences d'information à la Maison de la Goutte d'Or, dans le XVII^e. Elles disent

leur arrivée dans ce Paris mythique. Leur installation dans la chambre de bonne sans eau courante, agrémentée par les visites de l'assistance sociale expliquant qu'elles ne peuvent vivre ainsi, sans proposer la moindre solution de rechange... Et, ici aussi, le loisir devient thérapeutique : les femmes noires rentrent dans leur histoire, en parlant autant avec le corps et les gestes qu'avec les mots.

Du côté des maghrébines, au contraire, les références aux racines sont constantes, y compris chez les jeunes filles — la fameuse deuxième génération — qui prennent la relève de leurs mères. Elles aussi utilisent l'expression privilégiée du théâtre. « La Rose des Sables », troupe de jeunes immigrées de 13 à 16 ans, originaires de Valence, raconte leur vie quotidienne mieux que n'importe quel discours dans sa pièce : « Les enfants d'Aïcha ». Le Théâtre Kahina va plus loin en montant un spectacle intitulé : *Pour que les larmes de nos mères deviennent une légende*. Ces jeunes Algériennes — et Algériens — n'ont pas manqué de courage en jouant leur pièce sans concessions devant le public immigré de Barbès et Belleville : l'étendard, rangé après usage, que fut la femme pendant la guerre de libération, le mariage forcé, avec « parade du sang », la répudiation pour l'accouchement d'une fille, tout y passe... Leur force est que, justement, ils ne veulent pas renier leurs traditions. Leur mot d'ordre serait plutôt « une culture à réinventer ».

Une culture à réinventer

A réinventer et à faire connaître dans un pays d'accueil où insécurité et chômage sont les deux mamelles du racisme. Les initiatives des femmes immigrées vont dans ce sens, à nous de recevoir leur message. A Gennevilliers, les femmes d'un cours d'alphabétisation ont écrit un recueil de contes arabes, destiné aux écoles primaires. Voici l'un d'eux. Philosophie à méditer :

« Une femme, égarée dans la forêt, est ramenée chez elle par un lion. « Il est gentil — dit-elle à sa famille — mais, il pue ! ». Le lion, caché derrière la tente, a tout entendu. Quelque temps après, la femme va couper du bois et retrouve le lion. Il lui demande de le frapper avec sa hache, au milieu du front, faute de quoi il la mangera. La femme s'exécute et rencontre une nouvelle fois le lion deux semaines plus tard. Celui-ci fait constater la guérison de sa blessure, mais ajoute : « La blessure est guérie, mais le mal que tu as dit de moi est toujours dans mon cœur ».

Et le lion l'a mangée ». □

Anne SIZAIRE

COPAINS

DE DÉPRIME



Reste l'amitié.

On aurait voulu parler d'espoir à la Courneuve.

« Tu sais, ici, ils sont tous dans la misère, ils sont fauchés les gens, ils savent pas comment prendre leurs problèmes... alors, ils en veulent à tout le monde... à ceux qui les entourent » Rachid, vingt-quatre ans, habite la cité des 4000 à La Courneuve depuis plus de dix ans. Amer, c'est ainsi qu'il commente « le crime » du mois de juillet. (voir *L'effet Toufik* page 10).

Mathieu, d'origine antillaise, vingt-quatre ans aussi, lui lance un triste sourire complice : « Les gens ne comprennent rien à ce qu'ils vivent ici... nous non plus d'ailleurs, sauf qu'il n'y a rien à foutre, pas de boulot, pas de fric, rien ».

Les deux copains se plaisent par contre à raconter leur amitié longue de dix ans, les galères ensemble, mais aussi les virées à Paris et les soirées passées à jouer de la gratte et du tam-tam sur les pelouses de la cité. « Mais le soir souvent, pas

moyen de rester allongé sur l'herbe et de discuter entre copains, les flics débarquent, contrôle d'identité, bien souvent des insultes et ça se termine mal... au commissariat ou au dépôt. Là-bas, c'est l'annexe du troquet, des cannettes vides partout... »

Au bistrot où nous sommes attablés les copains défilent ; l'un vient échanger deux mots, l'autre taper une cigarette, un autre encore s'attable quelques minutes pour raconter ses déboires du matin avec la « sécu ».

« Tu te rends compte, explique-t-il, je suis passé huit fois au contrôle médical, j'ai été huit fois à Bobigny faire le mariolle, ouvrir la bouche... et ils ne m'ont toujours pas payé mes trois mois d'arrêt. Pourtant j'ai repris le travail depuis. » Les autres acquiescent... refrain connu. Problèmes quotidiens et régularité accablante.

« Pour le boulot, c'est pareil, enchaîne Mathieu, il n'y a que les marchands

d'esclaves, là-bas, les boîtes d'intérim, c'est tout ce qu'on peut trouver. »

« Les parents peuvent nous aider, ils travaillent », explique Rachid, mais l'ennui se peint mortellement sur son visage. « On boit, c'est notre truc... La moitié des jeunes ici se came, même les plus jeunes de quinze, seize ans... Ça, jamais : c'est la déchéance », ajoute-t-il.

Un peu plus loin sur les marches d'un escalier gris et crasseux, un groupe discute tranquillement, Abdel, Marc, Louis, Zoran et Christian... Plaisanteries et coups de gueule. « On se connaît depuis vingt ans, dit Abdel, depuis qu'on est dans la cité. »

Chacun y va de sa petite histoire, Zoran explose en racontant comment « il s'est fait niquer par son beau-frère qui l'a fait bosser comme un nègre par tous les temps pour le payer si peu et le larguer quand il n'avait plus besoin de lui... » « On la connaît par cœur ton histoire, n'exagère pas », coupe Marc.

Engueulades et grosses bourrades, la merde des autres on la connaît, c'est si souvent la sienne, aussi. Et puis depuis dix années, les uns et les autres ont traîné dans le même quartier, fréquenté les mêmes écoles ou les mêmes écoles buissonnières... « Les copains, ça fait partie de la vie mais, explique Marc, on a envie d'indépendance, de liberté, parce qu'on est entassés ici comme des poules dans des cages... »

Zoran se met à rêver : « Moi, tu me donnes une plage, la mer, des cocotiers et je reste tranquille, je bosse... »

Clats de rire. On en a partagé des rêves comme celui-là, ou d'autres, mais au bout du rêve, la même crasse, le même désespoir de ne pouvoir sortir de la cité... Un jour pourtant, il y a un peu plus d'un an, l'évasion est arrivée, sous forme de poudre blanche. « Il y en a un qui a commencé à se shooter, explique Abdel, il a entraîné les autres... Qu'est-ce que tu veux que je fasse d'autre. Au moins avec la came, j'ai la tête vide... » Aujourd'hui, ils attendent le dealer... Il

a du retard, mais quand il apparaît au bout de la route, les conversations s'arrêtent. « Salut, me dit Marc, dans la came, il n'y a plus de copains ».

Maurice Bernard, militant du PC vit depuis vingt ans dans la cité. « Je vis la cité, c'est un choix. Pas de différences ici entre les gens, il y a une homogénéité totale de la misère. Pas de racisme non plus, enfin pas plus qu'ailleurs. Sinon après le meurtre du petit Toufik, il y aurait eu des émeutes. On se serait entretué ».

C'est aussi l'avis de Sabine François, une jeune avocate qui fournit des conseils juridiques aux jeunes de la cité. « J'ai vu des femmes arabes apprendre à des Françaises à fabriquer des biberons de thé sucré pour nourrir leur bébé quand elles n'avaient plus de lait, ou bien des familles payer la facture d'électricité pour des voisins qui ne pouvaient s'en acquitter. »

L'office des HLM de la Ville de Paris, qui gère encore la cité des 4000, on affiche une sérénité et un détachement sans faille. « Les 4000, une cité comme les autres... pas de racisme, communautés arabe et juive se tolèrent très bien, par contre certaines familles sont très pauvres, mais nous les aidons de notre mieux en leur permettant par exemple de ne payer qu'une partie de leur loyer. Ils verront quand la cité appartiendra à la mairie communiste de La Courneuve, ce sera autre chose... » On le souhaite...

Catherine et Sylvette ont toutes les deux quinze ans. Sous le soleil de plomb qui inonde les rues, elles semblent tout à fait à l'aise. Elles promènent leur petit frère. « C'est le même soleil qu'à la Martinique, racontent-elles dans un sourire. Quand on entend de la musique qui vient d'une fenêtre, on s'arrête et on danse... Hier, on s'est fait traiter de « sales négresses » mais celui-là, si on l'attrape, on va lui faire sa fête... »

Un peu plus loin, Carole, dix ans, promène ses grands yeux clairs sur les bâtiments qui l'entourent ; assise sur un petit muret de pierres avec « sa meilleure amie », comme elle la nomme, elles ricangent toutes les deux. Micheline vient d'arriver de la Martinique où elle vivait avec sa grand-mère. Pour elle la France, c'est surtout sa maman, et puis les copines qu'elle a rencontrées cette année à l'école. « Tu sais, le monsieur qui a tiré sur le petit Algérien qui est mort, eh bien, il était malade, malade de ses nerfs... explique candidement Carole. C'est ma maman qui me l'a dit » Malade ? Mais de quoi ? □

Caroline GLORION

CAGE A POULES

Rachid Benallal vit aux 4000. Depuis l'âge de quinze ans, il écrit. Voici un court extrait de son roman. Avis aux éditeurs...

Je rentrais chez-moi, je demeure dans une cité, que moi personnellement, j'appelle la Cage à Poules.

Ces cités où tant de jeunes finissent dans un engrenage dont certains n'arrivent pas à sortir, quelques-uns y arrivent, d'autres continuent, inconscients, ne connaissant pas la définition du mot conscience, vu qu'ils se trouvent être incarcérés à : Fleury-Mérogis

Pour les gens et la justice, la raison sociale de ces jeunes : Délinquants.

Dans ces cités encore où l'on a l'impression que tout se resserre de jour en jour, avec tous les événements quotidiens de la vie, auxquels on doit faire face.

Certains de ces jeunes craquent et explosent en trouvant comme moyen d'exprimer cette explosion qui se produit au fond d'eux-mêmes, par la délinquance sous toutes ses formes, pensant ainsi faire comprendre et ressentir aux gens leur angoisse !

Angoisse qui n'est pas psychique, comme on pourrait le croire, non, elle est là, elle nous harcèle, on la ressent et on la voit. □



Partout la même chose...



du supermarché aux cours d'immeuble. Rien à faire.



LE MOZAMBIQUE



Entre la vie et la mort



JOSS DRAY

L'héritage portugais.

Guettée par l'Afrique du Sud, écrasée par les problèmes économiques, la jeune République est en danger.

LA ROUTE qui mène à M'Pago - une piste de sable rouge et sec - a vite oublié les averse de la nuit sous le soleil de décembre. C'est la saison des pluies, et ce soir, les rares camions chargés de marchandises ou de matériel s'y embourberont à nouveau.

La Land Rover, conduite par Cristiano, le directeur régional de l'unité de Production du cajou de Nampula, roule vers une de ces anciennes entreprises multinationales, successivement dirigées par les Allemands, les Anglais, les Suisses et les Norvégiens avant d'être constituées en ferme d'Etat par le gouvernement mozambicain en 1981.

Des enfants jouent au bord de la piste, nous croisons des femmes portant des cruches d'eau et des pioches sur la tête, des hommes chargés de bois et d'outils.

En mission pour Frères des Hommes International, nous devons tout à l'heure évaluer la faisabilité d'un projet de développement rural intégré à M'Pago : du cajou et des cultures alimentaires dont le pays a tant besoin.

Même après l'injection de capitaux étrangers, la production industrielle du Mozambique n'atteignait, en 1980, que 20 % du produit national brut.

JOSS DRAY



ABBAS - GAMMA

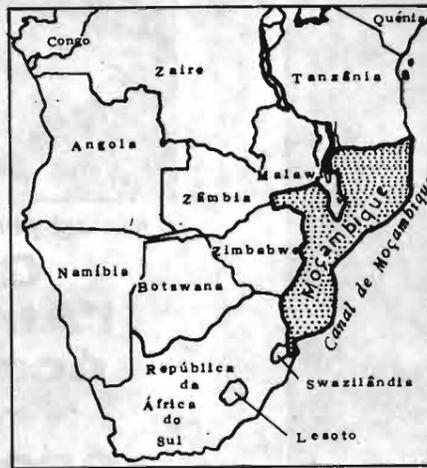


FRANCOLON - GAMMA



A.F.P.

La République Populaire du Mozambique est née en 1976. Sous l'égide du président Samora Machel, un des leaders historiques du Frelimo, les meetings populaires font désormais partie de la vie mozambicaine, (ici, près de Maputo).



En 1976, à la veille de son indépendance, le Mozambique était, socialement et économiquement, une nation sous-développée dont l'économie désarticulée bénéficiait principalement aux marchés d'exportation portugais. Dans le domaine agricole, la production était, là encore, en grande partie destinée aux marchés extérieurs. La main d'œuvre, était employée aux travaux forcés sur les grandes plantations coloniales, ou partait travailler dans les mines d'Afrique du Sud. Cela constituait une source de revenus considérable pour les Portugais, puisqu'ils percevaient en or la moitié du salaire de chaque ouvrier. Bien sûr, les régions rurales se voyaient ainsi coupées de toute possibilité de développement. Il en allait de même dans le secteur industriel dont l'expansion avait, pendant les années de colonialisme, longtemps été bloquée afin de faciliter l'écoulement des biens portugais.

Térésa sera notre guide et interprète. Elle parle français.

La guerre durait déjà depuis dix ans et les combattants du Frelimo (Front de libération du Mozambique) avaient déjà libéré les régions nord du pays et commencé à mettre en place les bases d'un nouveau régime quand fut affirmée la nécessité de liquider toutes «les formes d'exploitation de l'homme par l'homme».

Il fallait pour cela orienter l'économie des zones libérées vers la socialisation des terres avec, pour base, les coopératives et les villages communautaires. Cette revitalisation se heurta (surtout dans le sud du pays, non encore libéré par le Frelimo en 1975) aux mentalités héritées du colonialisme, en particulier l'attachement à la propriété individuelle, contraire à «l'idéal socialiste» DU Frelimo. Ainsi, les deux cents fermes d'Etat ne contribuaient en 1981 qu'à 20 % de la production agricole, alors même qu'elles possédaient 40 % des terres cultivées (les anciennes propriétés coloniales) et bénéficiaient de la plus grosse part des investissements. De 1975 à 1982, les exportations de noix de cajou (première source de devises du Mozambique), passaient de 400 000 à 40 000 tonnes, et, en 1981, le coût des importations en matières premières équivalait au double des exportations de biens de consommation. Quant à la facture pétrolière, elle représentait à elle seule 20 % des importations. Dans le même temps, les exportations de thé et de sucre baissaient de façon sensible. Arrivés à M'Pago, nous franchissons le portail d'entrée, vestige de l'ancienne entreprise coloniale. Au milieu de bâtiments désaffectés, les anciennes demeures coloniales abritent maintenant les bureaux et le personnel administratif de l'Unité de Production (U.P.). Térésa, la secrétaire de l'U.P., habite une de ces bâtisses, peut-être celle de l'ancien intendant ou d'un métayer. C'est elle qui sera notre guide-interprète, car elle parle français. Elle semble très heureuse de communiquer avec nous qui venons de l'extérieur, car M'Pago est loin de tout et n'a ni

électricité, ni téléphone, ni radio. Après des études à Quelimane, elle a travaillé comme secrétaire au siège du Frelimo avant d'épouser l'actuel sous-directeur de l'U.P., dont elle a deux enfants. Aime-t-elle vivre ici ? «*Oui, car c'est la campagne, mais la vie y est difficile, surtout à cause des problèmes de nourriture*». Déçue, car ses responsabilités se limitent à présent aux tâches de secrétariat, elle ajoute : «*J'étais aussi comptable, mais le poste a été repris par un homme. Le Frelimo a fait beaucoup pour les femmes, mais nous sommes loin de la ville et les mentalités sont longues à s'éveiller...*». Aux alentours, habitent près de 8 000 personnes, dont 2 500 à 3 000 sont directement concernées par la vie de l'U.P. Un village communautaire proche, Mieie, fournit une partie de la main-d'œuvre. Pedro Raïre, le contrôleur général nous raconte l'histoire de l'U.P. : «*Dans le temps, notre vie consistait à labourer la terre, cultiver le manioc, l'arachide... Après, il y a eu les Anglais, qui se sont mis à faire des machines pour le caoutchouc. Quand il en ont eu fini avec le caoutchouc, ils se sont mis à exploiter le sisal, puis quand ça a été fini avec le sisal, ils ont commencé à planter le «cajua» (1). C'était en 1943. J'avais trois enfants, j'étais encore jeune. J'ai travaillé un peu partout ensuite, à l'usine de sucre de Quelimane, puis je suis revenu ici à M'Pago. J'ai tout de suite été engagé comme responsable d'un secteur. Puis je suis reparti. Je n'étais plus là quand les petites sauterelles ont dévasté la région, j'étais retourné à Quelimane. Je suis revenu travailler au sisal. Quand, il y a eu moins de travail on a commencé le «cajua», puis en 1976, le patron est parti avec les cinq*

machines, il a tout emporté à Nampula. S'il n'avait pas fait ça, la brousse ne se serait pas installée...». Entreprise il y a deux ans, l'exploitation du «cajua» de M'Pago, se heurte cependant à de nombreux obstacles. D'abord à cause du manque de personnel et de formation. «*Les gens ne viennent travailler qu'un jour sur trois...*». Pedro Raïre, s'il trouve à cela des explications naturelles, n'en reste pas moins choqué : «*On habite au bord de la mer, ils sont souvent à la pêche, ou bien ils travaillent la «machamba» (2) pour compléter leur ration alimentaire. Ce qui me vexé, c'est qu'avant, on était battus pour travailler, pour tout nettoyer, et aujourd'hui, on n'est plus battus, et je vois la brousse qui s'installe... Quand je vois mourir un «cajueiro», je pleure...*».

30 janvier 81 : des tueurs attaquent des villas près de Maputo. C'est l'Afrique du Sud qui tire les ficelles...

Les employés de M'Pago habitent au village communautaire de Mieie ou dans des habitations dispersées aux alentours. D'où l'immense popularité dont jouit la bicyclette. A tel point que son achat est la première dépense engagée par les salariés de M'Pago. M'Pago ne disposant que d'un seul camion, la bicyclette sert aussi à transporter la récolte individuelle des travailleurs. Dans ce contexte, le projet mozambicain de Frères des Hommes International vise en priorité à permettre l'auto-suffisance alimentaire de M'Pago par un retour des cultures vivrières, le développement des petits élevages et la transformation des produits alimentaires. On parvient déjà à faire du vin de cajou qui, distillé, donne de l'alcool léger. M'Pago n'est qu'un exemple de l'effort que doit fournir le Mozambique. Mais les difficultés économiques nées du colonialisme et de l'après-colonialisme sont encore accrues par l'agressivité de l'Afrique du Sud. Son but : abattre le Frelimo, au nom de la «défense de l'Occident». Guerre non déclarée et d'autant plus sournoise, visant à déstabiliser le pays. Le M.N.R. (Mouvement National de Résistance - les «bandidos», selon les Mozambicains) soutenu par Pretoria qui lui fournit un soutien logistique crucial, s'attaque aux coopératives, aux magasins, aux écoles, prend pour cible les villages communautaires, les centres de production, en bref, tous les points névralgiques de l'économie. (3) En 1981, la tuerie de Matola constitue la première violation de l'intégrité territoriale du Mozambique. Dans la nuit du 30 janvier 1981, des tueurs attaquent les occupants de trois villas situées à une dizaine de kilomètres de la capitale, Maputo. Quatorze morts et plusieurs blessés, tous des Sud-Africains en transit vers des camps de réfugiés. Pretoria qui a revendiqué le massacre, voulait ainsi prouver que le Mozambique abritait des bases d'entraînement de l'A.N.C. (Congrès National Africain), en vue d'attaques contre l'Afrique du Sud. Solidaire de tous les mouvements de libération des pays africains encore colonisés (le Mozambique a d'ailleurs soutenu le mouvement de libération du Zimbabwe-ex-Rhodésie, ce qui lui valut alors les représailles du gouvernement rhodésien) le pays, en septembre 81, continuait de faire l'objet de sabotages harcelants : destruction des pylones électriques de Chimoio, provoquant des difficultés de ravitaillement à Beira, la deuxième ville mozambicaine. Quelques semaines plus tard, sabotage d'une centrale électrique. Fin octobre, deux ponts sur le fleuve Pongue, à mi-chemin sur la voie ferrée de 300 km entre Umtali et Beira, sont endommagés...



**Manioc
et noix de cajou**
A M'Pago, on
cherche à revenir aux
cultures vivrières,
afin d'assurer l'auto-
suffisance
alimentaire.



Bien que les efforts de déstabilisation visent à dissuader l'Occident d'investir en Afrique australe en général et au Mozambique en particulier, il y a bel et bien à l'heure actuelle une ouverture des pays occidentaux, concrétisée par un certain nombre de projets de développement, tel le MONAP, qui réunit des pays de l'Europe du Nord. Les pays de l'Est projettent également de participer à de vastes projets d'aide au Mozambique. La CEE s'est, quant à elle penchée sur un point crucial, celui des transports. En soutenant la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique australe, (SADCC) - la Communauté européenne entend aider les pays indépendants de la zone à se doter de moyens de communication modernes.

ODEURS DE CUISINE

CARRYL- cacahuètes-poisson

Eplucher les cacahuètes, les peler et les réduire en farine. Les mélanger avec les tomates et l'eau jusqu'à ce que le mélange ait la consistance d'un lait. Passer au filtre. Saler et cuire sur le feu en remuant afin que le mélange n'attache pas. Une fois cuit, y plonger le poisson frit et mener lentement à ébullition. Le plat est prêt quand la sauce, déshydratée, adhère à la cuillère. Le poisson peut être remplacé par de la viande. Dans ce cas, faire cuire la viande et la mélanger avec la sauce cuite. Bien mélanger en remuant et laisser cuire. On peut également, à la place du poisson et de la viande, prendre du crabe ou des gambas. De l'oignon peut aussi être ajouté au mélange. Servir accompagné de pili-pili. □

La réfection de certains réseaux, comme la voie ferrée reliant le port de Beira aux pays voisins, se heurte encore à des forces contraires tant humaines que naturelles. La dissymétrie du Mozambique (au sud, la mer et les frontières avec l'Afrique du Sud ne sont séparées que par dix km, alors qu'au nord, plusieurs centaines de kilomètres séparent les provinces de Zambèze et de Tete) et l'absence de capitaux rendent tout projet extrêmement difficile à réaliser.

Quatre ports en eaux profondes ont pourtant été aménagés, et Nacala et Maputo sont équipés de systèmes de conteneurisation. Le petit cabotage remplace tant bien que mal le réseau routier déficient pour le transport des marchandises ; c'est le cas entre Angoshe et Nacala pour le transport du cajou. Quant au transport des passagers, au moment de notre venue, la route Nord-Sud étant barrée par le M.N.R., il se faisait par avion.

Sur le plan social, il reste beaucoup à faire aussi. Dans le domaine de la santé, sur les deux cents médecins formés à la Faculté de Maputo pendant la colonisation portugaise, quinze sont restés au début de l'indépendance, les autres ayant choisi de quitter le pays. Le secteur médical fut nationalisé dès l'arrivée au pouvoir du Frelimo. On entreprit de restructurer les services avec, pour tâche prioritaire, l'application d'une médecine préventive, surtout par des campagnes de vaccination systématiques et la création d'un centre de santé par village communautaire. Dans un avenir proche, soixante dix sept des cent dix districts administratifs du Mozambique auront un responsable médical permanent, et les hôpitaux régionaux bénéficieront d'équipes médicales renforcées, en particulier dans les régions subissant les agressions ennemies.

M'Pago possède un poste de santé, dont les agents polyvalents assurent les premiers soins et délivrent les médicaments. Tout le district de Moma est équipé de cette sorte, et la couverture sanitaire est complétée par des centres de protection maternelle et infantile. La carence en moyens de transports est un des problèmes graves dans ce domaine aussi. Les services sont donc assurés dans des conditions incertaines et pénibles.

Mais il arrive que la tradition vienne au secours des habitants. Ainsi, nous racontait Teresa, son fils ayant eu des problèmes intestinaux à la suite d'une crise de paludisme, elle eut recours au lait de coco, seule boisson parfaitement stérile, que l'on se procure facilement... C'est cette incomparable richesse qu'est la tradition qui a permis au peuple mozambicain de survivre à des siècles de domination coloniale.

Quant à l'éducation, elle dépend, selon le président Samora Machel, d'abord du parti et de l'Etat, seuls aptes à décider des destinées intellectuelles de chacun dans l'intérêt de tous. Certes, il était nécessaire de former des cadres en fonction des besoins spécifiques de chaque secteur de l'économie. Une planification de l'éducation était à la base d'un tel projet. Mais à l'heure actuelle, il semble évident que le gouvernement a des difficultés à motiver la population, d'autant que la langue nationale choisie par le Frelimo est le portugais, qui n'est que peu, ou pas, parlé par la population paysanne. Il existe au Mozambique 169 langues différentes. Et, en Macua, la plus répandue, le mot clef de « production » n'existe pas...

Le Frelimo a-t-il trop ignoré l'aspect positif du potentiel culturel mozambicain ? Peut-être, mais la lutte contre l'obscurantisme a su également vaincre des composantes négatives. L'oppression des femmes en est une. En regardant évoluer Teresa à M'Pago, et les femmes dans les régions que nous avons vues, il nous a semblé qu'au Mozambique, les femmes étaient «là». Présentes, chaleureuses, actives, vivantes.

La coopérative « guerre popular » ne compte que des femmes.

L'œuvre d'émancipation des femmes est peut-être, de tous les projets initiaux, celui dont on peut espérer le plus de résultats tangibles. Au début du processus révolutionnaire, il importait qu'elle participe à la remise sur pied de leur pays. Ce fut la tâche de l'O.M.M. (Organisation des Femmes Mozambicaines), créée fin 1972 pendant la guerre de libération, dont le but était de les aider à se dégager de leur état de dépendance et de soumission, doublement dominées par le colonialisme et les hommes.

L'insertion dans le domaine industriel des femmes ayant jusqu'alors vécu à la campagne ne se fit pas sans difficulté, et trouve encore à l'heure actuelle de fortes résistances.

L'O.M.M., pour tenter d'y remédier, a entrepris de décentraliser ses structures dans la capitale. En novembre 1982, des secrétariats locaux étaient déjà mis sur pied dans différents quartiers de la ville.

Dans la zone de Gaza, les résultats sont encourageants. Les femmes de cette région remplissent presque toutes des fonctions administratives et certaines ont accédé à des postes de responsabilité. Une des preuves tangibles de la participation des femmes au développement de leur pays fut leur présence au III^e congrès du Frelimo en 1977 : sur les 249 représentants de provinces, 48 étaient des femmes. Au cours de notre visite des zones vertes de Maputo (4), nous avons rencontré des femmes responsables de coopératives. La coopérative

«Che Guevara», par exemple, compte soixante-et-une personnes dont dix-huit hommes seulement ; celle de «Guerra Popular» ne compte que des femmes, responsables et employées. Il s'agit là pourtant d'une «tradition» car de tout temps, ce sont les femmes qui ont assuré l'auto-suffisance alimentaire quand, pendant la colonisation, les hommes de la région partaient travailler dans les mines du Transvaal. Certes, à la maison, les rôles ne sont pas encore tout à fait inversés. Les femmes, comme presque partout, doivent à présent cumuler le double rôle de femmes au foyer et de femmes au travail. Mais ce second rôle est un facteur de confiance en leur possibilités. Pour prendre un second souffle, le Mozambique a besoin de la solidarité internationale. Samoka Machel promettait que les capitaux étrangers seraient «comme des semences qui, mises dans le sol, féconderaient».

L'O.N.U. fournira une aide de 74 milliards de dollars d'ici quatre ans.

Côté français, trois conventions de crédit ont été signées avec la Caisse Centrale de Coopération qui financera un centre de réparation et d'entretien de matériel agricole à Milalene (province de Maputo). Deux études de faisabilité pour des projets intégrés de développement agro-industriel, l'un dans la région de Magudes (Paputo), l'autre sur le littoral, dans la province de Zambèze, au nord de sa capitale, Quelimane, seront également effectuées.

L'Italie, qui a toujours eu des relations fraternelles avec le Mozambique (dès 1976 un accord de coopération économique et technique avait été signé) prévoit d'exécuter la construction d'une ville dans le district d'Umbeluzi, à environ 35 kms au sud-ouest de Maputo, alors que débiteront les travaux de construction du barrage de Pequenos Libombos, un projet global estimé à plus de 13 millions de dollars US. L'O.N.U., dont le Mozambique est devenu membre en septembre 1975, projette, pour les quatre années à venir, de fournir une aide de 74 milliards de dollars.

Des organisations non-gouvernementales telle que le M.A.G.I.C. (Mozambique-Angola-Guinea Information Committee) un groupe de soutien britannique, sont récemment apparues sur le devant de la scène. Une organisation universitaire canadienne, le S.U.C.O., l'Association de l'Amitié Franco-Mozambicaine, des groupes italiens et hollandais ainsi que Frères des Hommes International apportent un soutien actif.

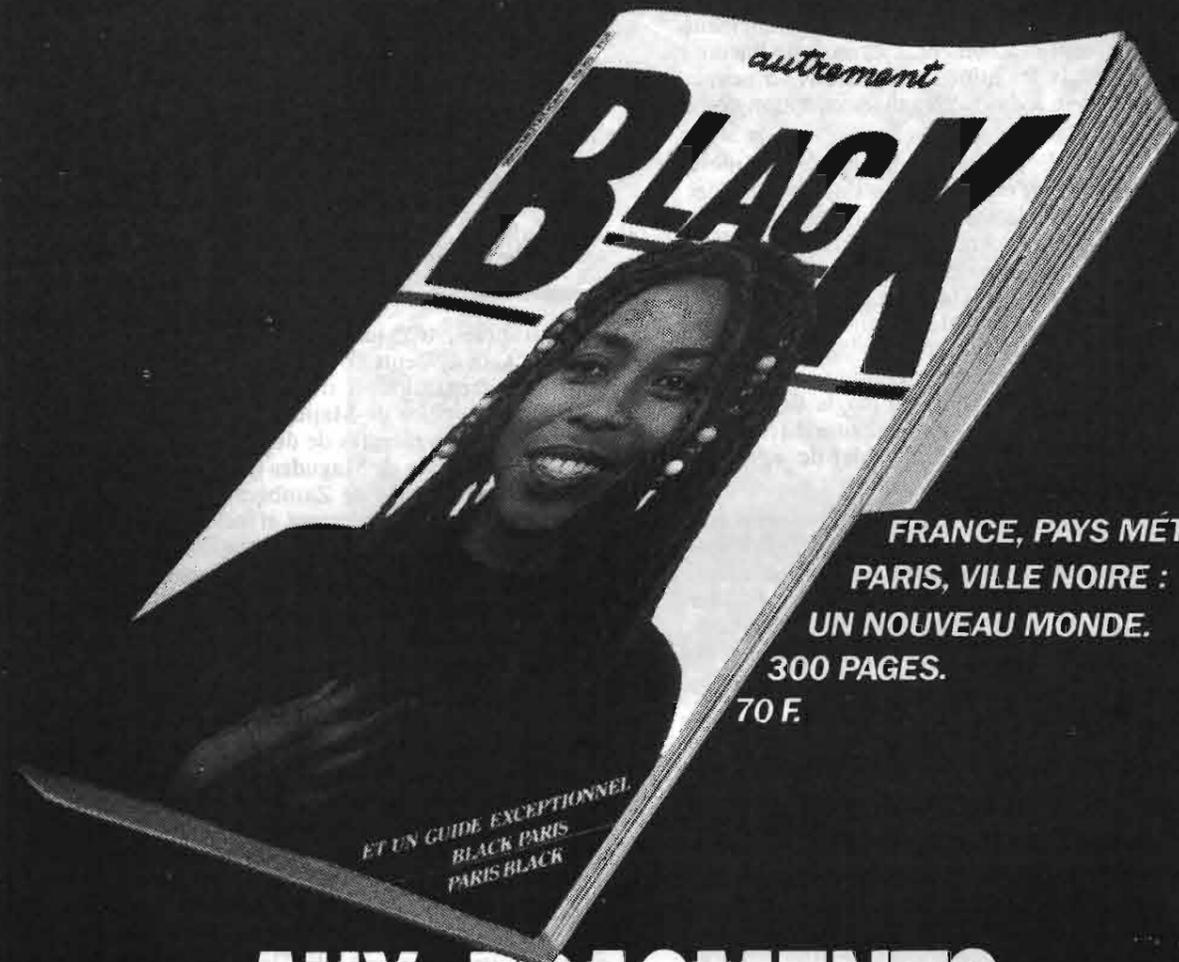
Cela ne suffit cependant pas, et les Occidentaux auraient l'occasion de soutenir les efforts du Mozambique et des pays progressistes voisins en les aidant à exploiter leurs ressources et surtout en leur permettant d'en tirer eux-mêmes les bénéfices.

Si le gouvernement mozambicain essaie de prendre en charge ses problèmes internes, il n'en reste pas moins que son avenir, étroitement lié à celui de l'Afrique australe et à la question sud-africaine reste un problème grave dont les solutions ne peuvent être débattues qu'à l'échelle internationale. □

Joss DRAY
Christine GODBILLE

- (1) Plantation d'arbres de cajou, les anacardiens.
- (2) Terrain familial.
- (3) Voir *Différences*, n° 9 : «L'encerclement» (p. 6).
- (4) Coopératives de cultures vivrières mises en place autour des villes en vue de l'auto-suffisance alimentaire des citadins.

DU BLUES DES ANTILLAIS...



FRANCE, PAYS MÉTIS.
PARIS, VILLE NOIRE :
UN NOUVEAU MONDE.
300 PAGES.
70 F.

ET UN GUIDE EXCEPTIONNEL
BLACK PARIS
PARIS BLACK

AUX FRAGMENTS DE L'AFRIQUE EXILÉE

EN LIBRAIRIE ■
UNE GRANDE ENQUÊTE *autrement*

CULTURES

Un été en musique

AFRICA FÊTE - *Ovo, Malopoët*, deux groupes de black-music qui ont fait danser Paris cet été pour Africa Fête au Forum des Halles.

Ovo, piano jazz, sax et guitares électriques, enveloppés par un chœur de percussions très afro, ça claque et ça tombe bien. L'eau ruisselle sur ces visages de cuivre, qui viennent du Ghana, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, sous une lumière orange, c'est la joie « *Y'a d'la Rumba dans l'air* ».

Malopoët, cinq musiciens d'Afrique du Sud, un Zoulou et quatre Sothos en provenance directe des « townships » de « Joburg » (Johannesburg) qui chantent la beauté et la souffrance de tout un peuple, avec ce balancement propre à la descente du fleuve de l'Afrique profonde. Martin Meissonnier, la bonne étoile des groupes africains, « l'organisateur », les a fait venir avec l'aide efficace des services de M. Cheysson auprès de Prétoria. Qui a finalement accepté de les laisser partir, malgré le séjour en prison de l'un d'eux pour défaut de « Reference book ».

Leur musique composée et chantée en Sotho, rythmée par une polyphonie zoulou est un chant d'exil, de révolte. Une musique de ghetto littéralement explosive, qui a soulevé le public dès les premières mesures.

M'Bamina et Samy Massamba de plus en plus déchainés ont ouvert le bal avec Koffana, le « Shérif de Yaoundé », et son *Bantou Blues Band*. Pierre Akenengué le bouclera avec sa grande formation, sous le signe de la fraternité rassemblant des musiciennes et des musiciens du Cameroun, du Togo, du Bénin, du Congo, du Sénégal et même de France et des Etats-Unis. En rendant un ultime hommage à la « Conscience noire », à Lumumba et à Toussaint Louverture. □ DC

KING SUNNY - Une douzaine de tumbas et de tam-tams annoncent la couleur au son du balafon de la Casamance, c'est le raz-de-marée des frères Touré Kunda au Forum des Halles à Paris.

Dans la foulée King Sunny Adé le « Roi Soleil de la musique africaine » et sa bande de dix-huit musiciens débarquent en France pour une tournée estivale.

Leur second disque après « Juju Music », une véritable merveille, est un mélange de percussions aquatiques et de guitares électriques. Le « mariage domino » entre la sophistication technique occidentale et la rythmique africaine est désormais consommé. La musique

africaine, la « Black Music », est en passe d'être l'événement de l'année et risque fort de bousculer certains préjugés. □ DC

Sunny Adé and his African Beats
« *Synchro System* » Disque Island.

A vos pantoufles

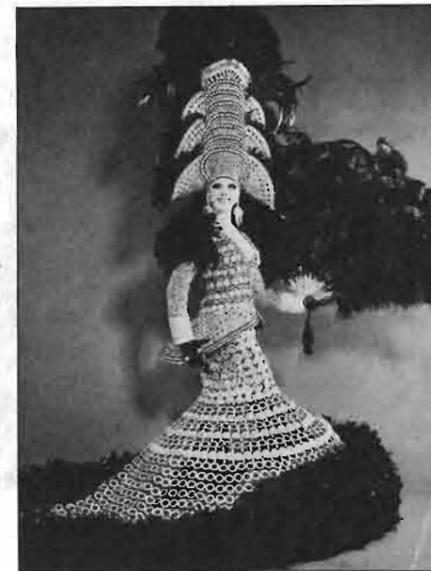
DREUX : LE TROISIÈME TOUR. On vote, une nouvelle fois le 4 septembre pour élire le maire de Dreux. *Françoise Gaspard*, n'est plus tête de liste à gauche, le R.P.R. a renié son alliance avec le Front national et fait cause avec l'U.D.F. Mais l'extrême-droite entend tirer son épingle du jeu en agitant à nouveau l'épouvantail de l'immigration.

Des images défilent, des voix s'élèvent et font part de la souffrance et de l'humiliation de toute une communauté, victime de l'apartheid. Tandis qu'un Français-musulman, père de onze enfants, est assassiné dans un bar, on prête à *Françoise Gaspard* quelques enfants cachés, qui d'un Arabe, qui d'un Noir.

Dreux, ville écartelée par la haine et la rumeur, théâtre récent de l'exploitation de la xénophobie et du racisme à des fins politiques.

Une enquête menée caméra au poing, dans les chaumières, les marchés, dans les rues de Dreux, devenu le laboratoire du Front national et machine à produire de la peur. □ D.C.

La vie en face. Les immigrés sont-ils toxiques ? Réalisation Philippe Alphonsi -FR3, le 13 septembre à 22 h 30.



Le Brésil en fête à Beaubourg

Clic, clac...

BRASIL. Des masques, des scènes de carnaval, le Brésil est en fête de Bahia à Sao Paulo.

Entre la visite du Pape, les funérailles de Glauber Rocha et le pèlerinage de la pluie à Monte Santo, le Brésil nous offre une fois encore l'occasion de nous surprendre par la diversité de ses contrastes. Au delà des traditionnels clichés sur l'exotisme. □

Le Brésil des Brésiliens
jusqu'au 19 septembre
au centre Georges Pompidou

LE CHILI DIX ANS DÉJÀ

Soliloque parmi les vagues

<i>Oui, mais ici je suis seul</i>	<i>le doux chiffre s'est dressé avec l'écume</i>	<i>comment s'égrenait la richesse, les raisins mystérieux du sel, l'amour inconnu,</i>
<i>Une vague se lève peut-être dit-elle son nom, je ne com- prends pas, elle murmure, traîne son poids d'écume et de mou- vement</i>	<i>et je n'ai pas su le nommer. Ainsi est tombé le murmure : il a glissé vers la bou- che du sable : le temps a consumé toutes les lèvres avec la patience de l'ombre et le baiser orangé de l'été.</i>	<i>comment dans le jour dégradé il ne restait qu'une rumeur de plus en plus loin- taine jusqu'au moment où tout ce qui avait pu être se fit silence. □</i>
<i>Et se retire. A qui vais-je demander ce qu'elle m'a dit ! Qui, parmi les vagues, pourrai-je nommer ? Et j'attends.</i>	<i>Moi je suis resté seul sans pouvoir accou- rir à ce que le monde sans doute m'offrait, écoutant</i>	Pablo NERUDA Mémorial de l'Île Noire

Le chant Kabyle

UNE MÉMOIRE MILLENAIRE

REGARD violent et douloureux sur elle-même : la société algérienne se mire dans son propre miroir au lendemain de l'indépendance. Où est sa mémoire ? Qu'en reste-il ? Comment recoller ses morceaux brisés et meurtris ?

Un des éléments essentiels du puzzle, la Kabylie, a vu sa tradition orale s'effriter avec le temps. Les derniers vieillards, piliers de la Djemâa, l'assemblée communautaire du village et mémoire de la cité, sont partis, emportant avec eux une partie de l'être kabyle.

Pourtant cette tradition orale a été un fort noyau de résistance contre le démantèlement colonial et l'oppression. Le chant et la poésie restent un repère de l'identité kabyle avec Cheikh Mohandou Elhocine et Si Mohandou M'hand, les deux plus grands noms de la poésie kabyle entre les deux guerres mondiales.

« O ma tête fais jaillir le poème »

La poésie peut être psalmodiée, récitée ou chantée, création individuelle (poésie d'auteur) ou collective (poésie anonyme). La poésie d'auteur est aussi apprise par les membres de la communauté, elle devient au fil du temps une

Retrouver les racines de la culture kabyle.



Idir, Aït Menguelet, Imazighen Imoula, les sœurs Djurdjura... Les voix d'un peuple dont la vie quotidienne est rythmée par la poésie et des chants qui prennent racine dans l'histoire de l'Algérie.

poésie anonyme. Asfrou (Isfra au pluriel) désigne la poésie en général, mais chaque genre a son nom propre : le poème lyrique Asfrou (élucidation en kabyle), les chants du Henné (mariage, circoncision), les chants de travail, les chants du berceau (naissance, berceuses) les chants sacrés (visite aux tombeaux des saints), le chant épique (taqsit).

Les aèdes, (les poètes) débutent souvent par ce vers : « *Ayikhfiou refd asfrou* » soit, en français : « *O ma tête, fais jaillir le poème* » (1) Taqsit retrace les épopées guerrières grâce à des bardes et des aèdes présents dans chaque tribu. Leur rôle est de glorifier les exploits du groupe ou du clan, immortalisant les héros et stigmatisant les lâches.

La chute d'Alger en 1830 et le soulèvement des Kabyles en 1871 ont inspiré de nombreux poètes. Ainsi Ismail Azik-kiou, mort à la fin du siècle dernier, se lamenta longtemps sur son peuple vaincu. Il pleure la communauté détruite et la fraternité disparue :

« *Quand l'impôt de guerre nous affola
Nous jetâmes tout sur l'aire à battre
Chacun renia son propre frère
Terrible fut l'année 1871
La justice s'évanouit ainsi que la vérité* »

Le poète Muhand Mussa Awagnun est désespéré après la défaite :

« *La plaine Amraoua était lourde
de moissons abondantes
de tiges de blé hautes comme des
roseaux* »

Le « *saïs* » seul lui était comparable
maintenant exilés sont les fruits
qu'on y cueillait en toute saison
Aujourd'hui les Français l'habitent
Après l'avoir alloti
au grand deuil du blé qui y poussait
chaque saison »

La poésie peut être une arme redoutable lors d'une guerre. Grâce à sa verve, l'aède fait triompher l'idéologie de son clan contre celle de ses adversaires, on met en garde contre les dangers qui peuvent guetter la communauté. Ainsi Youcef - ou - Lefki exalte-t-il l'union et la solidarité :

« *Dis-leur l'union paie
Quand l'un est démuni, qu'un autre aille
à son secours* »

Les travaux comme la moisson, la récolte des olives ou la construction de la maison nécessitent de nombreux bras. Le travail devient communautaire. Le groupe entier vient aider un de ses membres. C'est ce qu'on appelle *Tiwizi*. Hommes et femmes entonnent des chants qui rythment gestes et mouvements du corps

« *Tombe la pluie
dans la brume et le vent
O maître des champs
œil de tourterelle* ».

Chants et vie de tous les jours

Touchant est le chant qui accompagne les mouvements cadencés des batteuses de lait, regroupées dans un coin de la maison, les bras tendus vers leurs calebasses de lait accrochées à la poutre maîtresse. Chacune confie ses états d'âme à sa calebasse : (2)

« *O calebasse de lait
la faim est notre compagne
berce la misère et chante* »

La journée de la femme s'étire en longueur jusqu'au moment où elle endort son enfant. Magie des mots et tendresse du geste : (3)

« *Etoile du matin, je t'en prie
parcours les cieux
à la recherche de mon enfant* »

*Redresse-lui l'oreiller
sa beauté se rit des parures
elle illumine les chamins
Descend, O sommeil
mon enfant veut dormir
Paix sur son cœur* »

Pendant les fêtes de mariage, les acteurs mettent en scène des joutes oratoires d'une rare éloquence. L'alliance est scellée autour de la cérémonie du henné. Chacun des deux groupes en présence rivalise d'éloges pour l'un ou l'autre des deux mariés. Une manière efficace de gommer les rivalités, de jouer à la guerre en temps de paix... (2)

« *O foulard en soie
tes franges tombent au-dessus
des sourcils du fier faucon* »

La poésie exalte d'autre part les valeurs traditionnelles. Le code le plus structurant de la société kabyle est le *Nif*, l'honneur, une manière d'être et de vivre. Il recouvre générosité, bravoure, fierté, chevalerie : Si Mohand, lui, a préféré l'exil à la soumission :

« *Je le jure de Tizi Ouzou
jusqu'à l'Akfadou
nul ne me commandera
Plutôt rompre que plier
plutôt être maudit
dans un pays où les chefs sont des
entremetteurs* »

*L'exil m'est prédestiné
par Dieu, j'aime mieux l'exil
que la loi des pourceaux* »

Le monde et le néant

Enfin, les chants sacrés sont omniprésents chez les kabyles. Cheikh Mohand ou Elhocine, poète et saint, est adoré par les fidèles. Les femmes se rendent en procession sur son tombeau, les bras chargés d'offrandes :

« *Cheikh Mohand ou Elhocine
Ramier nourri sur les remparts
Allant prier près d'une source
De pièces d'or la trouva pleine
O source donne moi de l'eau
Car ce monde n'est que néant* »

Ces chants et poésies n'ont pourtant pas totalement disparu. Un nouveau courant de chanteurs travaille à leur renaissance : Idir, Aït Menguelet, Imazighen Imoula, les sœurs Djurdjura.

Passéiste, ce retour à la tradition du chant kabyle ? Bien au contraire. Certes, elle tente de barrer le passage à la vague d'occidentalisme qui a déferlé sur l'Algérie. Mais surtout, elle ouvre la voie à une redéfinition de l'identité, non seulement kabyle, mais nationale. □

Fatima YANTREN

(1) Citations poétiques tirées de « *Poèmes Kabyles anciens* », Mouloud Mammeri, Maspéro, Paris 1980.

(2) Chant anonyme, repris par IDIR.

(3) Chants sauvés de l'oubli par Taos Amrouche.

L'UNE CHANTE... LES AUTRES AUSSI



Djurdjura un langage nouveau dans le monde musulman : celui des femmes.

TROIS sœurs algériennes d'origine et de cœur, Djourha, Fatima et Malha accompagnées de six musiciens font irruption à la croisée de la mémoire berbère et de l'an deux mille en chantant tout haut ce que « leur mère fredonnait tout bas ».

Pour Djourha, Djurdjura est un tout, bien enraciné comme la chaîne de montagnes Kabyle dont elles portent le nom.

« *Nous voulons faire revivre la tradition orale et bousculer les mentalités à la traîne. Dans nos chansons, il y a la beauté de notre terre et celle de la jeunesse, l'espoir d'une Algérie nouvelle.*

Nous chantons les blessures de l'exil, la condition du travailleur immigré, ficelé, enchaîné à son cortège d'humiliations. Nous chantons pour la femme, « l'opprimée des opprimés » contre l'enfermement, le mariage forcé et tout ce qui fait l'injustice quotidienne. Nous chantons pour les femmes qui pétrissent jour après jour le levain de leur émancipation.

Notre conviction est qu'il y a plus de cinquante pour cent de femmes en Algérie et qu'on ne fera rien sans elles.

Nous avons choisi la musique, la poésie comme arme de combat. Très vite nous avons rassemblé un public immigré et

français, la rencontre se fait dans les salons, c'est là que nous luttons. Nous sommes le premier groupe algérien à être passé au Théâtre de la Ville, depuis les portes se sont ouvertes. Notre rêve est de faire venir nos frères les immigrés à l'Olympia.

Ce qui nous caractérise, c'est peut-être la spontanéité, une espèce d'enthousiasme, d'euphorie. On veut donner au public quelque chose de neuf à chaque fois.

Nous sommes toujours en quête d'une ambiance instrumentale plus proche encore de notre sensibilité, de notre souci d'authenticité.

Cette fraîcheur, on la tient de notre mère très présente par la chanson « A Yemma » de notre dernier album :

« *A celle qui a été privée de bienfait de l'amour
à celle qui a été privée du bienfait de la science
à celle qui a été privée du bienfait de la liberté
à la femme algérienne, à la femme du monde*

entier, nous dédions cette chanson comme un réconfort, comme un espoir »

En fait nous chantons pour que la naissance d'une fille ne soit plus un jour de deuil. □

« PUBLIMA »

17, RUE DE WISSEMBOURG
67000 STRASBOURG
TÉLÉPHONE (88) 32.66.74

LA PUBLICITE
PAR L'ÉTIQUETTE
LE TABLEAU
ET L'OBJET
CADEAUX D'AFFAIRE
ET DE FIN D'ANNÉE

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de

SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher
85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare
Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs
CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce



STEFANY

prêt à porter féminin

193, Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS

Tél. : 526.34.64

Metro : Barbès-Rochechouart

Tal

prêt-à-porter

36, rue du Caire - 75002 PARIS

Tél. : 233.75.63

222 27 33

LE REFUGE SPORTS

LE REFUGE

46, rue Saint-Placide 75006 Paris

torrente

femmes 222 90 50
hommes 544 10 06

2, rue de Sèvres
2, carrefour Croix Rouge
75006 Paris

CRÉATIONS EXCLUSIVES GOTTEX

HENRI DANIEL

VILLE PLAGE COCKTAIL . SOIR

23, BD POISSONNIÈRE - PARIS-2^e - TÉL. 236-52-53

CREATIONS R.B.

Prêt à porter

16, rue Sainte-Appoline - 75002 PARIS
Tél. : 508.12.89

Fourrures Guy Arnaud

14, rue Gasparins
69002 LYON

PAS DE PORTE

Boutique rue Saint-Denis 70 m²
sur deux niveaux + cave.
Tous commerces - Nouveau bail 3.6.9.
Tél. : 233.79.55 de 12 h à 19 h.

Lectures

DES ANTILLES A L'AFRIQUE

Très connu dans les milieux anglo-saxons, le Jamaïcain Marcus Garvey (1887-1940) n'est pas seulement « l'homme-du-retour-en-Afrique », c'est aussi l'ardent défenseur de la paix mondiale contre toutes les formes d'impérialisme.

Un parcours, une œuvre aux sources du mouvement Rastafari qui participe à l'émancipation de l'Afrique elle-même. En 1914, Marcus Garvey, s'insurge contre la discrimination dont sont victimes les Antillais de couleur dans l'armée britannique où le grade d'officier leur est refusé.

Il fondera l'UNIA, « l'Association Universelle pour l'amélioration de la condition des Noirs », puis un journal, le Negro World, tout entier voué à la cause des Noirs. Il ira même jusqu'à créer une compagnie maritime, la Black Star Line, traçant ainsi la route de l'Afrique.

En butte à l'obscurantisme et aux préjugés, il sera peu à peu déchiré par l'exil, la prison et trop souvent peut-être par l'incompréhension de ses propres frères. En fait, sa vie durant Marcus Garvey participa à l'éveil de la conscience noire du plus profond de sa foi, sans rien exiger pour lui-même. C'est là qu'il force nos mémoires. □ DC

Marcus Garvey : Un homme, sa pensée
Ed. Caribéennes

ENFANCE BLESSÉE.

Pour Lise, dernière née d'une famille de quatre filles et qui n'a pas connu sa sœur aînée, enfermée au Carmel dès avant sa naissance, pour Lise, enfant tardive, non désirée, la vraie vie s'est déroulée avant sa venue au monde, et elle ne l'a connue que par ouï-dire. Son père, brillant bâtonnier de Rennes, faisait alors campagne pour le progrès humanitaire, refusant les voix de la droite militante, et tâchant de gagner celles des ouvriers qui néanmoins lui préférèrent Aristide Briand, le candidat socialiste.

Dès lors, c'est la décadence. Car l'échec politique se double, pour le candidat malheureux, d'un sentiment d'injustice morale : son rival vainqueur, fils de cabaretier, a aussi fait scandale en enlevant l'épouse d'un notable de la ville, bafouant ainsi les valeurs morales et bourgeoises que lui-même défend.

Evocation d'un vide, d'un manque, d'une enfance toute livrée à elle-même dans une famille entièrement tournée vers son passé... cependant dans sa solitude, Lise parvient à se faire des fêtes,

s'allumant elle-même une bougie solitaire pour fêter son anniversaire, composant le personnage d'Ary qu'elle hait et qu'elle aime à la fois. □ CM

Annie Lauran, L'Usurpateur.
Ed. Galilée.

CHAR CONTRE LE

NAZISME

Poète des splendeurs intérieures et d'une civilisation à venir, René Char fait « chanter les eaux aux oreilles du ciel ».

L'ami d'Eluard et de Breton, de Crevel et de Tzara, n'a pas seulement bercé sa Sorgue natale, il est aussi l'auteur de quelques poèmes militants, en faveur de la résistance européenne au nazisme...

Dehors

la terre s'ouvre
l'homme est tué
l'air se referme.

Les notions d'indépendance, sucrées au goût des oppresseurs le sang des opprimés.

L'incarnat accomplit un mouvement de rotation autour d'un symbole d'une insignifiance désolante.

Qu'écrire de plus sur la barbarie montante des années trente ? □ DC

René Char - Oeuvres complètes. Bibliothèque de la Pléiades.



Marcus Garvey

BRINK CONTRE L'APARTHEID

Invité par Bernard Pivot à l'émission *Apostrophe* du 1^{er} juillet dernier, à l'occasion de la sortie de son livre, André Brink, déclare : « L'Afrique du Sud est un pays en état de siège, ce à quoi nous avons assisté ces deux dernières années, c'est à une sophistication des moyens de répression, dans le cadre des « efforts de réforme ». Il n'y a pas loin aujourd'hui de trois cent soixante dix lois qui organisent l'apartheid.

Sur un banc au Luxembourg est l'évocation de l'époque des émeutes de Shaperville, où, venu en France pour y poursuivre quelques études, j'ai été très surpris de pouvoir discuter librement avec des étudiants noirs. Ce sont eux, qui m'ont véritablement ouvert les yeux sur la nature du régime Sud-Africain.

Ma lutte est une lutte pour la reconnaissance de la dignité humaine et cela est indissociable de la liberté. □ DC

Sur un banc au Luxembourg André Brink. Ed. Stock.

Derrière le rideau

LA DANSE ET LE FOUET.

La transe habite les corps et les esprits, on y danse et on y chante. On assiste à quelques rites domestiques, au village, au bord de la rivière et dans les champs.

Mais bientôt la chasse à l'homme s'organise, le fouet claque, on viole les femmes, on emmène les esclaves.

Une grande fresque, un très beau spectacle sonore et rythmé qui s'enracine sans une parole dans l'humiliation, la révolte du peuple Sud-Africain et s'érige de sa magie contre le système des « Whites only », c'est-à-dire l'Apartheid. □

L'Arme à l'œil, par le Théâtre Silencieux, à l'Ensemble culturel du Théâtre noir.

ROI DU BALAI

Les tribulations de « Mohammed le Riffain » pour qui la réalité c'est le trottoir à Paris, ce paradis perdu.

Des images de l'enfance, du père, d'une identité forgée au cours des dernières étapes du processus de décolonisation, remontent à la surface dans le cœur et la tête de ce travailleur immigré. En même temps que la faim et la femme « Harouda » l'amour même, l'initiatrice, qu'il se payait jadis au pays en faisant le fond de ses poches.

Quête qui le conduira à exprimer un désir de culture, d'émancipation, de liberté. Répétant sans cesse les quelques vers de Quasem Chabbi :

« Si un jour le peuple désire la vie
il faut que le destin réponde
la nuit s'achèvera quoi qu'il arrive
et le joug se brisera absolument »

Une adaptation très libre, trop diront certains. En définitive beaucoup de tendresse et de fraîcheur, sur une mise en scène d'Any Diguët et une interprétation de Roland Timsit. □ DC

Le Pain nu de Mohammed Choukri, par le Théâtre du Malentendu, adaptation Any Diguët, Roland Timsit.

Rencontre Guney/Ruiz

Filmer de loin

Deux cinéastes de l'exil s'expliquent

Autour du thème *les cinéastes de l'exil*, Yilmaz Guney et Raoul Ruiz, ont laissé monter en eux cette mémoire de l'œil à la Maison de l'Amérique Latine au début de l'été. Deux conceptions du cinéma très proches l'une de l'autre et en même temps très singulières.

Yilmaz Guney, cinéaste turc a obtenu la Palme d'or au Festival de Cannes 1982 avec *Yol*. D'origine paysanne kurde, né en 1937, il est acteur dans plus de cent films avant de devenir scénariste et écrivain. Il tourne son premier film en 1966, *Pour l'Espoir*, puis du fond de sa prison à laquelle il est condamné pour dix ans en raison de ses « perversions » politiques, il dirige le tournage du *Troupeau* et de *Yol*.

Raoul Ruiz, né en 1941, tourne une vingtaine de films avant de fuir le Chili de Pinochet en tant que membre du parti Socialiste. Il reste hanté par l'idée du territoire et se définit volontiers comme un cinéaste baroque. On lui doit depuis 1974, date à laquelle il est arrivé en France, *L'hypothèse du tableau volé*, le *Territoire* et enfin *Les trois couronnes du matelot*.

L'un et l'autre se sont interrogés sur la question du cinéma national et de la culture.

Pour Yilmaz Guney, « l'artiste, le créateur est déterminé par le contexte culturel dans lequel il se développe. De même que les conditions d'expression d'une culture sont très liées à la nature des rapports de production ».

« Dans chaque société, il y a deux types de culture, celle des oppresseurs et celle des opprimés. la culture de la bourgeoisie turque s'aligne sur celle que véhicule l'impérialisme américain, alors que celle du peuple est une culture qui s'enracine dans un processus de résistance et de lutte ».

Pour Raoul Ruiz la question du cinéma national est capitale, « sans cinéma national, il n'y a pas d'identité nationale et sans identité le pays est ouvert à toutes les formes de pénétration et d'impérialisme. Je suis parti du Chili parce que j'avais peur, on commençait à mettre les cinéastes en prison, tout en manipulant la question de l'identité. Aujourd'hui le Chili est envahi par le cinéma nord-américain, 80 % des salles sont sous le

contrôle américain par le biais d'une programmation obligatoire ».

Pour Yilmaz Guney, « qui dit cinéma national, dit censure. En Turquie la censure s'étend à toutes les formes d'expression à l'encontre des minorités. Dans le *Troupeau*, par exemple, il s'agit d'une famille kurde, mais à aucun moment du film on n'a pu le signifier. Le message n'est pas vraiment passé, chez les Kurdes comme ailleurs, il y a une classe dominante de propriétaires terriens qui exploite le peuple. Je veux me vivre en tant que défenseur de la culture des opprimés ».

Raoul Ruiz : « Ma condition de chilien en exil reste essentielle dans les choix que je fais. je ne fais plus de cinéma national, faire du cinéma national c'est produire et tourner là-bas, pour un public de là-bas. Je me vis comme apatride, un peu comme dans la littérature de Canetti, même si je retrouve au Portugal en ce moment, un espace et une proximité avec la terre chilienne ».

Cinéma national

Yilmaz Guney : « Ma première forme de résistance en prison a été l'écriture, puis j'ai proposé à des amis de l'extérieur de commencer à faire un travail de repérage à partir de mes scénarios. J'étais dans l'obligation d'écrire d'une façon très détaillée, pour des cinéastes qui connaissaient et partageaient ma conception du cinéma. Pour le *Troupeau*, tout le mérite revient à Zeki Okten et pour *Yol* à Serif Gören, sans eux ces films n'auraient jamais été tournés ».

« Pour finir je dirais, que s'il y avait un certain lyrisme dans le *Troupeau* et dans *Yol*, qu'on ne retrouve pas dans le *Mur*, c'est probablement dû au fait que le régime se durcit terriblement et que la répression s'accroît ».

« Ma situation d'exilé, même si elle est déchirure me permet au fond de prendre du recul et d'exprimer ma vision du monde d'un œil plus libéré ».

« Je reste au contact des réalités de la Turquie d'aujourd'hui en entretenant des relations y compris avec les emmurés politiques du régime, pour les soutenir et continuer mon travail de cinéaste ». □

Propos recueillis par DC



Louis Bunuel sur un tournage

Cinématis

SUR TOUS LES FRONTS

Le mois de juin a vu la sortie et l'assassinat d'un film passionnant *Chicanos Story* (1980), un film américain de Luis Valdez. Mini-affaire Rosenberg aux couleurs flamboyantes comme le sang des Chicanos accusés de crimes qu'ils n'ont pas commis, du côté de Los Angelès, en 1941.

Le roi des singes est le premier dessin animé chinois diffusé en France, il est l'œuvre de Wan Lai ming. Ce film évoque l'opposition entre un jeune singe facétieux et l'empereur céleste. Il soutient la comparaison avec les Disney de la meilleure époque, du genre *Fantasia* par exemple. On doit la diffusion de cette production à l'action d'une société de distribution animée par notre confrère Gérard Vaugeois. Bravo !

Nicole Garcia et Thierry Lhermitte malgré leur engagement et leur talent n'arrivent pas à sauver *Stella*. Un homme, qui, pour sauver la femme qu'il aime accepte de travailler pour la Gestapo, voilà la trame d'un film qui conduit finalement Laurent Heyneman à justifier l'injustifiable. C'est navrant.

Newsfront, ce film australien de Phillip Noyce, réalisé en 1978 est enfin sorti, trop discrètement peut-être, sans les effets spéciaux de la presse à sensation. Le docu-fiction, trouve un nouveau souffle dans une œuvre où un reporter australien va pêcher les images « d'Hiroshima » à Hanoï, à une époque où les guerres coloniales n'étaient vues que du côté du colonisateur.

Carmen, l'un des films les plus attendus de cette rentrée, est la deuxième œuvre du couple Saura-Gadès. Dans la même veine que *Noces de sang*, d'après Lorca, c'est l'opéra de Bizet d'après Prosper Mérimée qui est livré aux recherches

d'Antonio Gades, acteur de son propre personnage en quête de la femme idéale. Ce film-ballet est un retour aux sources de l'Opéra. Allez vous y tremper.

L'événement de la rentrée sera aussi le film-provocation de Serge Gainsbourg, *Equateur*, centré sur la difficulté de vivre une relation homme-femme sur fond de racisme. On savait Gainsbourg sensible aux différences et à leur expression. De plus il ose braver certaines nostalgies de l'empire colonial. Avec *Equateur*, Gainsbourg persiste et signe. (voir article).

Dix-huit ans après *Le vent des Aurès*, huit ans après son entrée avec *Vent de sable*. Un film sur la condition de la femme, en quête d'amour et de liberté, mais où le défi est parfois un peu limite. Un accueil presque froid à Cannes, pour un premier montage. C'est une deuxième version qui est proposée au public en septembre. Espérons que ce sera la bonne.

La colère enfin ! Après *Les dieux sont tombés sur la tête*, Jamie Uys récidive avec *Funny people (Dieux me savonne)*. Le cinéma commercial du pays de l'apartheid nous tombe sur la tête. Je dirai presque comme notre confrère *Actuel*, que j'en suis tombé sur le cul... *Dieu me savonne* (mais... « y'a pas d'mousse ») est une pâle copie des séries télévisées du genre « la caméra invisible ». On rit parfois, sans plus. Comme par hasard c'est toujours le Noir qui trime dans cette affaire. Si vous voulez en savoir plus, sur le cinéma de l'apartheid, lisez l'excellent article d'Yves Thoraval dans *Cinéma d'Afrique*, numéro spécial de *Cinémaction* (Editions L'Harmattan).

Bunuel est mort. Pour lui rendre hommage, il conviendrait de programmer *La jeune fille (The Young One, Mexique 1960)*. film « antiraciste », dans lequel le garde-chasse d'une île presque déserte, abuse d'une jeune fille de treize ans et fait accuser de viol un musicien noir. L'histoire qui se déroule dans un « Deep-south » symbolique et violent, souligne l'une des plaies les plus criantes du monde occidental, contre laquelle Bunuel s'est insurgé de toute la maîtrise de son art, le septième. □

Jean-Pierre GARCIA

On vous conseille...

sélection presse Différences

- Masques — Dossier été 83 : *L'Islam, la femme, la sexualité, la pudeur et la honte par Tahar Ben Jelloun.*
- Sans Frontière — *Juillet/Août - Afrique du Sud le tournant ? par Patrick Randretsa.*

SORTIE DES CINOCHES...

Différences fait parler les foules. Cette fois-ci, c'est pour le film *Equateur*.



Y'a un souffle Gainsbourg, mais je ne vois pas trop où...

— J'suis partie avant la fin, pourtant j'adore Gainsbourg

— Oui, bien, toujours l'image mythique du petit blanc de *Voyage au bout de la nuit*, pas mal sans plus.

— De beaux paysages, mais des longueurs, c'est un peu l'ennui, c'est pas très varié.

— C'est super-chouette, j'ai vachement aimé

— Bof, c'est du grattage de nombril.

— Très beau, très bonne mise en scène, on en sent pas vraiment l'histoire, mais on sent bien les horreurs du racisme.

— Ouais, on voit bien l'état d'esprit des Blancs par rapport aux Noirs, c'est là que c'est fort.

— Très mysogine, c'est le délire d'un pauvre mec.

— On ne fait pas tous les jours revivre Gérard Philipe, c'est raté.

— Le sujet était bien, mais j'sais pas, j'ai eu du mal à rentrer d'dans.

— C'est une histoire passionnelle, c'est tout. Je ne vois rien d'autre, c'est un peu crispant.

— J'ai bien aimé la photo, la plastique. Mais l'histoire c'est encore celle du Blanc qui devient fou, dans une Afrique aux senteurs d'alcool.

— C'est plein de clichés, toujours les

mêmes, y'en a marre avec le même budget, je faisais un malheur.

— C'est minable, nul, mais nul, c'est très mal filmé en plus, Je t'aime, moi non plus, c'était mignon au moins. Là vraiment y'a rien.

— C'est un film qui va déranger, c'est sûr. J'suis assez partagé, c'est un peu lent, ça manque d'action, la musique est répétitive mais les jeux d'acteurs sont excellents.

— La vision de l'Afrique est un peu classique, j'ai vécu là-bas vingt ans, je ne retrouve pas vraiment l'équateur.

— L'atmosphère du bouquin est bien rendue, mais c'est un peu passé de mode, tout ça.

— C'est pas bien du tout, rien de nouveau depuis Je t'aime, moi non plus, on retrouve les mêmes ambiances, les mêmes ventilateurs, les mêmes bars, avec la moustiquaire en plus peut-être. Et sur un autre registre, rien de nouveau depuis Casablanca.

— Y'a un souffle Gainsbourg, quelle chose de magique, mais je ne vois pas trop où, maintenant. J'ai besoin de laisser monter tout ça un peu. □

Propos recueillis par Diane BEHLOW Geneviève MALLET

dorothee bis



LA BAGAGERIE

Signe La Mode du Sac

12 RUE TRONCHET - 742.53.40
41 RUE DU FOUR - 548.85.88
74 RUE DE PASSY - 527.14.49
TOUR MONTPARNASSE - 538.65.53
PARIS

LYON - LA PART-DIEU
NEW-YORK - 727 MADISON AVENUE
TOKYO - 5-5 GINZA

PIERMONT

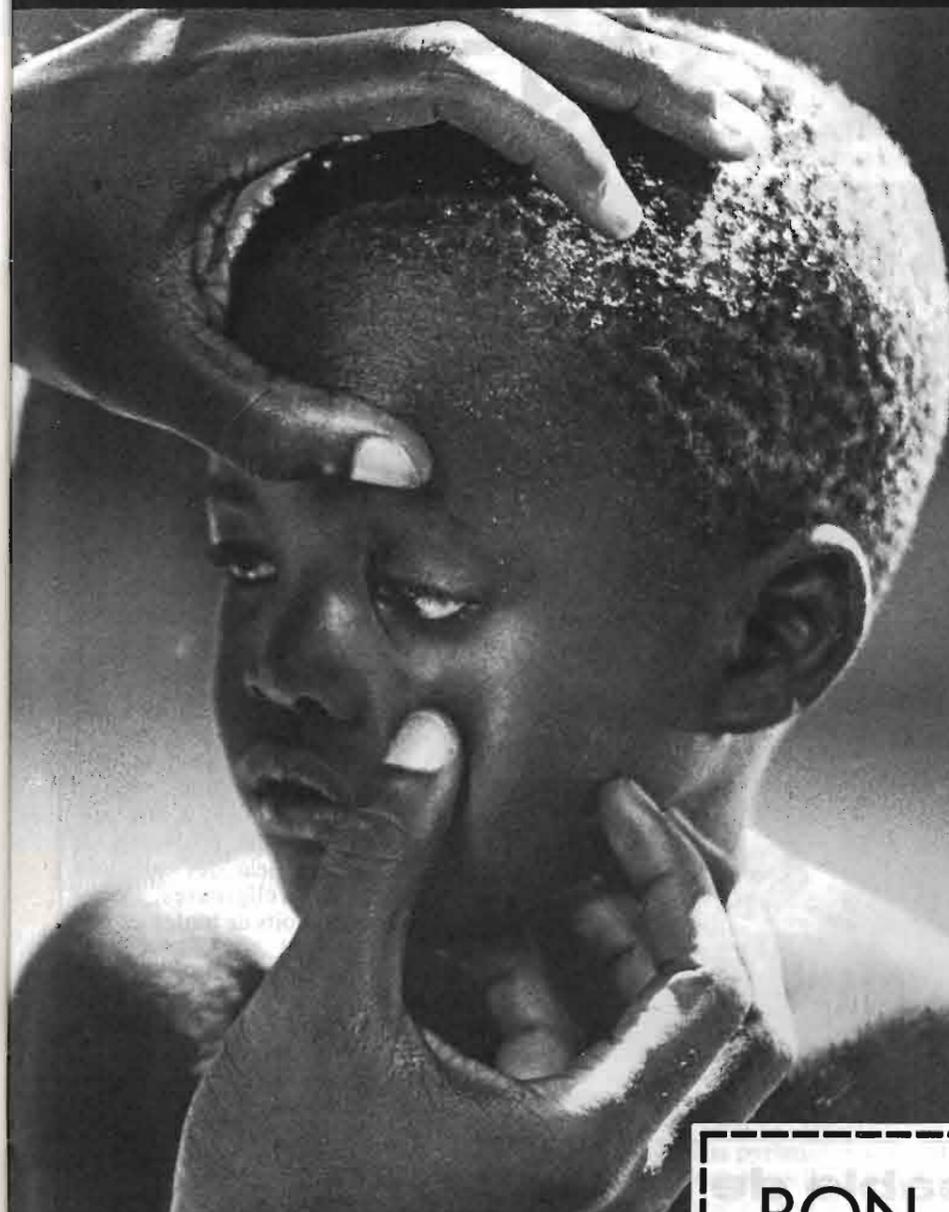
PRÊT A PORTER FÉMININ

121, RUE DE TURENNE
75003 PARIS

TÉLÉPHONE : 887 69-41



IL FAUT DONNER A L'UNICEF POUR SAUVER LES YEUX DES ENFANTS.



La misère
fait 300.000
petits aveugles
par an !
Mais 50 francs
suffisent
à sauver
deux yeux.

BON A DECOUPER

à joindre au versement et à adresser: Comité Français Fise/Unicef
35 rue Félicien David 75781 Paris Cedex 16.

Je désire aider l'Unicef et verse la somme de _____ F
 Par chèque bancaire à l'ordre du Comité Français pour l'UNICEF.
 Par chèque postal C.C.P. 150 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Si vous êtes une entreprise. Montant du don: _____
Raison sociale _____
Adresse _____



UNICEF

Cet emplacement a été offert par le support





Le père Costes

Le responsable de la Pastorale des migrations nous parle des efforts des catholiques.

DIALOGUE

Eglise - Islam

Différences : Qu'est-ce que la Pastorale des migrations ?

Père André Costes : Pour la définir, il faut en faire l'histoire. Après la guerre, l'Eglise a eu à affronter les problèmes créés par les déplacements de population : dans les pays de l'Est, dans les deux Allemagne, et les autres nations européennes. Ces problèmes se sont accrus dans les années 60 avec la grande vague des migrations économiques. Mais les services des étrangers mis en place tendaient à rester un peu à l'écart du reste de l'Eglise. Le changement est venu après le concile de Vatican II, qui a attiré l'attention sur l'importance de la mobilité humaine, et la nécessité de prendre la dimension de ces communautés étrangères. Dès lors, les élites européennes ont mis en place des commissions de façon à être un peu plus présentes à ces immigrations. C'est le sens de la commission épiscopale.

De sorte que maintenant, nous avons deux orientations qui ne sont pas toujours faciles à concilier : subsistent les traditionnelles missions ethniques, dirigées vers chaque population, mais en même temps l'Eglise tient à être présente à l'ensemble des problèmes de l'immigration, au delà des questions culturelles ou religieuses, pour qu'émergent les droits de toutes les personnes.

Cette seconde dimension s'est surtout développée dans l'Eglise française depuis 1974, date du coup d'arrêt à l'immigration. Nombre de catholiques étaient présents dans certaines organisations non-confessionnelles comme le MRAP. Il existe donc toute une militance chrétienne dirigée vers l'immigration. Elle a alors pris de l'importance au sein même de l'Eglise. Cette pastorale, au service de l'épiscopat français, veut non pas diriger, mais rassembler l'action des catholiques, et aussi tenter de modifier l'opinion chrétienne face aux immigrés.

Différences : La transformation historique de l'immigration, naguère majoritairement catholique, désormais surtout maghrébine, a-t-elle modifié les pratiques de l'Eglise catholique ?

Père André Costes : Il est certain que la présence de 2,5 millions de musulmans en France a entraîné dans les communautés chrétiennes une prise de conscience progressive.

On peut en situer la première étape en 1953-1954. Les premiers en France à avoir pris conscience de l'importance de l'immigration algérienne, ce sont le cardinal Gerlier et le cardinal Lienart. Il faut dire que les 500.000 algériens qui étaient alors en métropole vivaient dans des conditions épouvantables. Les évêques ont mis en place une mission spéciale. Nous avons à cette époque surtout affaire à des migrants, susceptibles de repartir.

Puis est venue la guerre d'Algérie, qui a beaucoup modifié et divisé l'opinion chrétienne. Une partie plus engagée de l'Eglise s'est ralliée à l'idée d'indépendance. Elle a créé ainsi un lien particulier avec l'immigration algérienne et à travers elle le FLN et l'Algérie.

La première étape a donc été sociologique : il s'agissait d'aller vers des gens qui vivaient dans des conditions dramatiques. La seconde, politique, en prenant position pour l'indépendance. Maintenant, avec l'« intégration » plus grande des maghrébins et l'émergence de leurs revendications et de leurs modes d'expression, le problème devient aussi religieux : l'identité musulmane de l'immigration est plus sensible.

Sur les rapports islamo-chrétiens, il existe de nombreux textes, de Vatican II aux propos de Jean Paul II à Ankara. Mais il y a aussi en France quelques chrétiens qui vivent, ou ont vécu, au contact de l'Islam. Ils constituent la pointe un peu acérée du dialogue islamo-chrétien. Même s'il y a de grandes différences, voire des oppositions entre les deux, ils pensent le contact religieux entre l'Islam et le Christianisme comme un enrichissement. Ces relations représentent un capital de confiance mutuelle considérable.

Cela dit, l'opinion française, et l'opinion chrétienne, découvrent ces derniers temps à travers les médias, la dimension religieuse de l'immigration, et à travers elle, une culture, une histoire qu'elles ignorent complètement. Or le racisme peut s'alimenter aux querelles religieuses. On peut à l'infini s'envoyer à la figure tous les débris de l'Histoire, de la Guerre Sainte aux Croisades. De plus, l'Islam reste fort

complexe pour nous dans la mesure où les rapports entre la religion et l'organisation sociale y sont différents de ce que nous connaissons. Ce qui peut mener à des simplifications hâtives, voire brutales, comme M. Peroncel-Mugoz l'a fait dans un livre récent (1). Il faut faire réfléchir les gens autrement que par des images-choc qui leur font peur. Il s'agit aujourd'hui de saisir l'identité culturelle à dimension religieuse de la population maghrébine. Son insertion est certes plus ou moins réussie, mais elle est en train de se faire, et il faudra vivre en dialogue avec elle : la société sera pluriculturelle. D'ailleurs, il y a probablement autant de différences entre un franc-maçon et un évêque qu'entre un chrétien et un musulman ! La Pastorale des migrants cherche à promouvoir une connaissance respectueuse des pratiques religieuses des musulmans installés en France, des pays d'origine et des manières différentes dont l'Islam y est vécu. Elle tente d'amener les gens à une connaissance différenciée des rapports entre le religieux, le politique et le social.

La tâche est d'autant plus difficile pour nous qu'il n'existe pas d'Eglise musulmane, et que cette religion est traversée de courants différents. Mais nous restons très fermes sur un point : il ne faut pas donner d'explication religieuse à toutes les difficultés qui s'élèvent. Ainsi les récentes grèves de l'automobile. De l'aveu même d'un dirigeant du personnel de Citroën, il n'y a pas eu de récupération religieuse, par des associations islamiques, des mouvements de grève.

Différences : D'après vous, la France est-elle actuellement en danger de racisme ?

Père André Costes : On ne peut pas donner une interprétation univoque des meurtres de cet été, et dire qu'ils étaient immédiatement racistes. Ne devenons pas des « pompiers pyromanes », Qu'il y ait des difficultés réelles chez les populations ouvrières vivant dans ces grands ensembles, c'est un fait. Je pense qu'il s'agit de faits racistes, mais que les gens ne le sont pas nécessairement, car ils portent le poids quotidien de l'insécurité, des mauvaises conditions de logement. Il y a plutôt là des responsabilités politiques : on peut toujours créer les conditions de l'intolérance.

Non, si danger il y a, il est idéologique, et vient de la nouvelle droite. Nous vivons la fin d'une période d'espoir d'équilibre international. Le tiers-mondisme est de plus en plus ébranlé.

Certains ont été déçus par lui. D'autres pensent que la lutte pour les droits de l'homme est finalement une idéologie qui est toujours orientée politiquement. Enfin se développe tout le discours de la nouvelle droite sur la différence, qui nous prend à revers pour tirer ce concept vers l'élitisme. Je connais des chrétiens qui ont vécu dans un certain type de générosité vis-à-vis de l'immigration, et qui, les temps étant plus durs et l'immigration s'organisant sous des formes (par exemple associatives) qui les déconcertent, marquent maintenant un certain recul et se sentent menacés dans leur identité.



De fait, si nous ne considérons pas l'immigration dans un ensemble qui assume l'histoire conflictuelle de la colonisation et la spécificité des liens de la France avec la Méditerranée, si une politique étrangère positive n'est pas menée avec les pays d'origine, la population maghrébine se trouvera dans une situation encore plus délicate. Il nous faut assurer cette dimension politique dans notre dialogue avec l'immigration. Mais on ne peut laisser indéfiniment une population sans voix ni garantie. Cela transformera d'ailleurs notre propre façon de concevoir la citoyenneté nationale. L'Eglise, déjà, affronte en son sein la pluralité culturelle. Quotidiennement, elle a aussi à prendre en compte avec l'Islam la pluralité religieuse. Coexistent les chrétiens et les musulmans, dans un pays où il y a séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il faut bien dire que naguère, il y avait un partage d'influence de fait entre l'Eglise et l'Etat. Voici qu'intervient un troisième terme, l'Islam. Finalement, c'est peut être maintenant que se joue la laïcité de l'Etat.

Propos recueillis par J.M.O.

(1) M. Peroncel-Mugoz : *Le radeau de Mahomet*.

LES JUIFS DE VENISE

Qui sait que le « ghetto », c'est avant tout un quartier vénitien ?



La vie des Juifs à Venise, leur histoire au cours des siècles est liée à celle de la Cité. Une histoire où les particularités de la ville, (insularité, indépendance économique, grandeur et décadence) contribuent à faire des juifs vénitiens une communauté singulière. En retour, les grandes vagues de l'histoire, des premières diasporas aux grands départs des juifs d'Espagne et du Portugal, les grands courants du messianisme viennent battre au cœur de la ville.

Des vestiges du IV^e et V^e siècles attestent de la présence d'un petit groupe de juifs au voisinage de ce qui sera Venise. Dès que s'ébauche la ville et parce que sa puissance économique est loin d'être établie, les juifs sont tenus à l'écart. A plusieurs reprises, le Sénat interdit aux navires le transport des juifs ou de marchandises leur appartenant. Il n'y a alors que ceux qu'on appelle « *Tedeschi* » (les Allemands), premier noyau ashkenaze de la future communauté. Ils demeurent en dehors de la ville dans l'île en face de San Marco appelée la *Giudecca*, qui, en 1090 signifie « *quartier des juifs* » (*giudei*). Les premiers habitants de la Giudecca sont des petits prêteurs, ils n'interviennent pas dans le commerce maritime. Vers 1152, on y recense 1300 habitants.

Au cours du XIII^e et XIV^e siècles, *tedeschi* venus de l'Italie du Nord et *italiani* qui arrivent du Centre et du Sud viennent vivre à Venise. Dans un premier temps, la crainte de la concurrence, et la situation insulaire de la Cité des Doges favorisent leur mise à l'écart. Les prêteurs sont autorisés à demeurer à Mestre sur la terre ferme. Les banquiers en revanche, peuvent opérer à Venise mais ne peuvent y vivre. Les premiers actes « *condotte* » datent de cette époque, qui fixent à la fois la place des juifs dans la cité et leur résidence hors de celle-ci. Apparaissent les premiers « *banchi dei poveri* » (1) qui ne sont pas tant une faveur faite aux commerçants juifs qu'une nécessité pour une majorité du peuple très pauvre de la République. Ils sont sous le contrôle d'une autorité spéciale, et fonctionnent en prêtant sur gage à un taux très faible.

La concession, « *condotta* », de ces « *banchi* » est allouée pour une somme élevée, payée par la communauté ; il adviendra même au XVIII^e siècle que des communautés de Londres, ou d'Amsterdam prêtent aux Vénitiens les fonds nécessaires, tant le montant est élevé.

Quelques cent cinquante ans plus tôt, le concile le Latran a interdit aux juifs de remplir une charge publique. Il a ordonné pour les femmes juives le port d'un morceau de drap jaune sur leurs vêtements « *afin d'avertir les débauchés chrétiens de ne point forniquer avec elles* ». A Venise, parce que la Sérenissime n'a jamais admis une ingérence du Saint Siècle dans les questions religieuses, les mesures de discrimi-

nation envers les juifs, n'ont jamais atteint la sévérité qu'elles avaient à Rome ou dans les pays très catholiques : Espagne, Portugal, France. Enfin, au faîte de sa puissance Venise reconnaît et a besoin, comme l'explique Léon Poliakov (2) « *des avantages moraux et physiques de la banque juive* ». Mais les moindres vicissitudes en politique extérieure, la plus petite irrégularité dans la gestion des *banchi* sont prétextes à révoquer le statut des juifs. Au XIV^e siècle on leur interdit de posséder des biens immobiliers, on rend obligatoires les permis de séjour pour deux semaines. Les signes distinctifs : chapeaux rouges, cercles jaunes sur les vêtements sont remis en vigueur.

C'est en 1516 qu'un ghetto, le premier d'Italie, est établi à Venise, sur le terrain d'une fonderie, « *getto* » en dialecte vénitien. 700 personnes doivent s'installer dans les quelques maisons existantes après en avoir évacué les habitants. Entrées et sorties du ghetto sont réglementées. Une garde payée par les juifs eux mêmes, surveille les portes.

C'est la partie la plus pauvre de la communauté qui s'installe dans le ghetto. Leur vie religieuse s'organise autour d'un rabbin et en quelques années, cinq synagogues vont être construites. La première, la *Scola grande tedesca* de rite ashkenaze, est construite sur un espace restreint comme tous les édifices du ghetto : elle a la forme d'un trapèze. La *Scola Canton*, la *Scola italiana*, la *Scola Spagnola* et la *Scola Levantina* seront élevées au cours du XVI^e.

Artisans, cordonniers, tailleurs, tous parlent leur langue, le judeovénitien, composée de dialecte vénitien, d'italien, d'espagnol et d'hébreu.

Les signes distinctifs : chapeaux rouges, cercles jaunes

Dans l'Italie de la Renaissance, l'hébreu est une des langues des humanistes, et il est fréquent à cette époque que les doctes rabbins attirent un public de juifs et de non juifs. Venise est la capitale du livre hébreu.

On y imprime la première bible rabbinique. C'est le philosophe Elia del Medigo qui sera le maître de Pic La Mirandole. Les périodes fastes de la vie intellectuelle pour les juifs sont celles où la République prospère. Au XVII^e, on tient salon, dans le ghetto, chez la poétesse Sara Copio Sullam. On se presse dans la *Scola Italiana* pour entendre Leon da Modena, homme religieux et lettré profane. Tout comme juifs et non juifs se retrouvent pour les jeux et les représentations théâtrales lors des grandes fêtes de Pourim.

Pour célébrer la victoire de Lépante sur les Turcs, on propose l'expulsion des juifs, pour « *manifestar quelque gratitude à sa Majesté Divine* », mais c'est un juif, Salomon Ashkenazi, devenu conseiller du grand Vizir qui servira d'intermédiaire pour faire la paix entre les Turcs et Venise. Un juif d'Orient David Reubini, débarquera un jour à Venise perché sur un cheval blanc, il veut de l'argent et une armée pour arrêter l'avance des Turcs, le Pape le recommande auprès du Roi du Portugal qui suspend un temps les persécutions contre les juifs pour négocier avec l'ambassadeur juif ! Tous les paradoxes de l'Histoire se trouvent un moment incarnés à Venise. Les armées françaises envahissent la ville, porteuses du message égalitaire de la Révolution de 1789. En 1797, le ghetto est ouvert, les grilles abattues. En 1848, la jeune république de Manin compte deux ministres juifs : Isaac Pesaro et Leon Pincherle. Mais la première et la deuxième guerre mondiale achèvent de décimer une communauté qui avait compté 5000 personnes au XVII^e siècle.

On a beaucoup rêvé sur l'étymologie du mot « ghetto », on l'a cru parent de l'hébreu : « *get* » en hébreu c'est l'acte de divorce. Il n'a qu'une origine, elle est vénitienne. Le ghetto de Venise est toujours debout, juifs et non juifs y habitent aujourd'hui.

Christiane DANCIE

(1) Prêteurs sur gages

(2) *Les Banquiers juifs et le Saint-Siège*, de L. Poliakov.

Nous Autres

Un nouveau titre dans le monde de l'information et du loisir. Un titre qui s'adresse plus particulièrement aux Migrants.

Nous Autres est un guide pratique : il s'attache à faciliter les démarches sociales et administratives.

Dans chaque numéro : un dossier qui analyse une question particulière (l'insertion, la nationalité, les mariages mixtes...).

Nous Autres est un magazine culturel : on trouve dans chaque numéro, une revue des spectacles, concerts, films, expositions, séminaires et autres manifestations culturelles intéressant les diverses composantes de l'immigration.

Nous Autres est un support publicitaire : il est ouvert aux annonceurs dans tous les domaines d'activité.

Abonnement annuel 50 F.

Envoyer chèque bancaire ou mandat à
Nous Autres, 19, rue Polonceau 75018 PARIS
Tél. : 262.00.69

ATTENTION RACISME ?

La plupart des « grands noms » sont là. Pour dénoncer l'intolérance.

Lionel JOSPIN

Premier secrétaire du Parti socialiste



Je n'aime guère entendre qualifier de « racisme » l'intolérance politique

ce domaine du combat politique, un danger beaucoup plus grave, qu'illustre l'actualité la plus récente : l'utilisation du racisme par les forces politiques de droite. Je pense naturellement, à ce que ces milieux ont dit et écrit au cours de la campagne des élections municipales, notamment à propos des travailleurs immigrés.

Je pense également aux mots d'ordre scandés lors de récentes manifestations d'étudiants en médecine. Que la télévision nationale ait pu laisser passer à l'antenne sans le moindre commentaire, les cris d'individus appelant à « casser du bognoule à Aulnay » et que notre parti ait été la seule organisation politique à condamner de tels procédés ne peut qu'alerter les démocrates, tous ceux qui luttent contre le racisme et les inciter à la vigilance.

Et puisqu'il m'est donné de m'exprimer dans *Différences*, le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, permettez-moi d'assurer vos lecteurs du soutien actif et résolu de notre Parti communiste, de tous ses élus, de tous ses militants, au combat intransigeant contre tous les racismes. □

Alain KRIVINE

Membre du bureau politique de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Il y a en politique des mécanismes qui ne sont pas sans similitudes avec le racisme.



Il n'est interdit de voir des similitudes entre certaines réactions politiques et le racisme. Car, lorsque la violence et l'irrationnel submergent les équilibres fragiles voulus par la bourgeoisie comme constitutifs de son ordre politique, la haine aveugle peut faire office d'argument politique.

Une haine qui réagit à la couleur des idées comme d'autres à la couleur de la peau. Au demeurant, le racisme plus politique qui soit -l'antisé-

mitisme- permet de pressentir les liens qui ramifient du racisme vulgaire et brutal jusqu'à l'irrationnel de certaines réactions politiques en apparence policées.

L'élément commun en est le même besoin de défendre les intérêts et privilèges, une haine permanente pour tout groupe qui apparaît mettre en cause l'existence de l'ordre social qui permet ces intérêts et autorise ces privilèges.

Et le désir d'emprisonner dans le même faisceau de haines tous ceux qui, parce que contestant cet ordre, sont perçus comme « différents », « typés », porteurs d'une menace de perversion de la société et de la nation. Du fait de leur race ou de leur religion, voire - et là on passe du racisme à quelque chose qui lui ressemble - à cause d'une certaine façon d'assumer leur sexe, de revendiquer leur sexualité, de vivre leur jeunesse... Et, pourquoi pas, pour la raison qu'ils luttent pour certaines idées politiques.

D'où, pour la réaction, la tentative permanente, visible dans les situations d'exacerbation de la lutte des classes, d'amalgamer en une même haine - pour les exclure d'un même rejet - les métèques, les juifs, les féministes, les homosexuels et... les rouges !

Il en fut ainsi du Maccarthysme aux USA ou du Berufs-Verbot en RFA, excluant de la fonction publique les communistes ou les gens de gauche.

Quant à la réaction stalinienne, sur ce terrain aussi, elle a apporté sa contribution...

Relever ces faits ne signifie pas qu'il faudrait caractériser comme « racisme » les réactions politiques témoignant d'une haine irrationnelle, ce qui serait perdre le sens des proportions. Il s'agit de considérer qu'il y a bien, en politique, des mécanismes - d'exclusion, de pratique du « bouc émissaire », de haines venant combler le vide de l'analyse politique et l'impuissance l'argumentation - qui ne sont pas sans similitudes avec le racisme. □

Georges MARCHAIS

Secrétaire général du Parti Communiste Français

Il y a des réactions passionnelles, des préjugés qui, sans doute, s'apparentent au racisme.



Je crains que, en formulant ainsi la question, on ne cherche à utiliser la réprobation générale qui s'attaque au mot de racisme pour condamner autre chose. De même qu'on utilise parfois un peu à tort et à travers le terme de fascisme. Or, il est nécessaire de ne pas tout mélanger et de garder aux mots leur sens précis.

Relève du racisme toute discrimination ou toute violence commise à l'égard de quelqu'un en fonction de son origine, de son appartenance à une race, ou à une ethnie. Celui qui en est victime sait qu'assurément la couleur de sa peau, ou la forme de son visage le désigne au mépris ou à l'insulte. Vivant dans un milieu raciste, il n'a pas un instant de repos parce qu'il ne peut changer de tête.

C'est pourquoi je n'aime guère entendre qualifier de « racisme » l'intolérance politique. Celle-ci est évidemment odieuse. Considérer que quelqu'un est automatiquement disqualifié, parce qu'il n'appartient pas à tel ou tel parti ; ne pas écouter ce qu'il dit, ou chercher à tout prix à le prendre

à défaut, cela relève de tout ce que l'on voudra sauf de l'esprit démocratique.

C'est de l'intolérance ou de sectarisme. On sait que, dans notre histoire, l'intolérance a été l'origine d'épouvantables guerres civiles ; on sait moins que de nos jours encore des militants politiques et syndicaux sont, en raison de leur appartenance politique ou de leur engagement syndical, disqualifiés dans leur travail, déplacés, mutés, licenciés et parfois menacés dans leur vie privée. L'ostracisme, engendré par le rejet de l'opinion que tout homme est libre d'avoir, est une réalité et c'est un devoir pour un homme de gauche de la combattre à l'Ouest, à l'Est et au Sud de la planète, comme il doit combattre le racisme.

Les deux maux sont frères et ont les mêmes conséquences : le mépris des droits de l'homme. C'est donc une lutte prioritaire contre laquelle nous devons développer l'esprit de tolérance. □

François LÉOTARD

Secrétaire général du Parti Républicain

On aimerait plus de modération et une meilleure écoute de l'autre.



La démocratie, et elle seule, permet les affrontements d'idées. Je m'en réjouis. Mais en période électorale ou en cas de crise, il peut en résulter des abus de langage, des comportements partisans, voire des attaques personnelles qui confinent à l'outrance, presque au racisme. On aimerait plus de modération et une meilleure écoute de l'autre. Est-ce possible ?

Il serait vain de vouloir dresser l'inventaire des fautes des uns et des autres. Ce qui me paraît important, c'est qu'au-delà des excès de la campagne électorale, la vie politique du pays se déroule dans le respect des règles démocratiques : pour l'opposition, la reconnaissance de la victoire de la majorité, pour la majorité au pouvoir, devenue le gouvernement de tous, le souci de travailler au bénéfice du pays tout entier en s'élevant au-dessus des intérêts de ses propres électeurs.

A cet égard, la France actuelle vit-elle dans un esprit et une pratique démocratiques ? Le congrès de Valence et la chasse aux sorcières qui y a eu lieu semblent démontrer le contraire.

La griserie qui succède toujours à la victoire doit s'imposer le plus tôt possible la notion de tolérance et l'acceptation des oppositions, des critiques, des différences.

C'est dans cet esprit que nous ne pouvons pas accepter le nouveau discours qui est tenu vis-à-vis de l'opposition par le Premier Ministre et ses relais dans l'opinion. Ceci conduit à culpabiliser l'opposition dans l'exercice de ses droits (déclarations nombreuses du Parti communiste sur les saboteurs du changement, propos de M. Mermaz sur l'alternance).

Il faudra donc rappeler en permanence, hier comme aujourd'hui et demain que l'opposition est nécessaire à la démocratie, et que l'alternance régulière voulue par les électeurs est la traduction d'un bon état de santé des institutions. □

Angel et Isabel Parra

Chile en septembre



S eptembre au Chili... Un mois symbole... Un mois où s'égrenent les une après les autres les dates anniversaires : élections, coup d'Etat, assassinat de Victor Jarra...

Mais aussi septembre du printemps chilien, septembre des cerfs-volants que des milliers d'enfants envoient dans le ciel.

Un septembre 1983, enfin qui marque douloureusement et dans une actualité brûlante les dix ans de dictature du général Pinochet. Angel et Isabel Parra sont à Bobino. « Chile en septembre », leur nouveau spectacle sera à la fois un hommage à Violeta Parra, leur mère, et une façon à eux de célébrer ce mois cher aux Chiliens.

Réfugié, Angel Parra « se sent bien en France ». Pour lui, « pas d'intégration possible, mais le sens du mot patrie n'est-il pas de pouvoir travailler, créer, voir ses amis librement... payer ses impôts aussi, et écouter des opinions différentes ?

Je me sens parisien. Je resterai toute ma vie un exilé. Eh ! oui, je suis un métèque. S'il y a un problème, c'est celui des autres, de ceux que ça gêne... ».

Dans son quartier, à Paris, Angel connaît tout le monde. Il a su recréer autour de lui une atmosphère chaleureuse, sécurisante. Il reconnaît avoir une capacité énorme pour s'adapter. Sans doute une vieille habitude prise très jeune, alors qu'il menait avec sa mère une vie errante sur les routes du Chili. Alors, à quoi bon les batailles inutiles ? « Il faut être en paix avec soi-même, l'exil peut être quelque chose de positif, la possibilité de connaître la culture européenne, les syndicats. Si demain on rentre au pays on pourra proposer des choses nouvelles apprises ici ! »

Colère et déception, par contre, quand il évoque quelques groupes latino-américains « qui font du fric » sur la situation politique de leurs pays.

« Quand Simon et Garfunkel ont enregistré « El Condor Pasa » un gigantesque marché du disque et de la musique latino s'est ouvert. Des groupes ont exploité le filon : ils auraient du s'inscrire au ministère de l'Industrie et du Commerce !... »

Angel, lui, a connu la prison, l'exil sans appel.

« Lors de mon dernier voyage au Venezuela, j'ai perdu mes papiers. Je suis allée à l'ambassade du Chili à Caracas et l'on m'a signifié de vive voix qu'il n'était pas question que je rentre. Il faut des occasions comme cela pour mesurer concrètement ce que l'on sait de toute façon. »

En France, Angel continue d'être l'écho de la lutte de ses camarades chiliens. Pour lui, pas de confusions : c'est la capacité de résistance du peuple chilien qui secoue de plus en plus brutalement le régime du général Pinochet.

« Nous autres, les réfugiés, sommes comme un cloche qui doit sonner sans cesse, maintenir une flamme, car les gens oublient vite... »

Propos recueillis par C. G.

Romantisme

Je trouve regrettable la publication par Différences de l'article intitulé « Bobby, Francis, Ray, Patsy et les autres » de D. Chapat. Il me semble grave qu'on s'en tienne, s'agissant d'un pays si peu éloigné du nôtre, à un tel bric-à-brac de clichés, de citations éculées, de proclamations faciles.

L'Irlande a décidément ce point commun avec les pays socialistes, qu'on trouve normal d'en parler sur la base de racontars. Je suis de ceux qui croient à la responsabilité fondamentale de l'impérialisme britannique dans la situation faite à l'Irlande. Il n'en reste pas moins qu'il y a en Irlande du Nord une communauté d'un million de protestants, qui ne se reconnaissent pas, pour leur immense masse, dans le républicanisme.

Ce n'est pas en ignorant superbement leur existence et leurs craintes qu'on les fera avancer. Tout au contraire, les provocations contribuent à les durcir dans leur refus de l'unité. Une provocation, c'est ce qui est ressenti comme tel.

Or, le romantisme de la « celtitude », l'exaltation de l'IRA, tout cela est compris, par eux qui se réclament d'une autre histoire, comme un rituel d'exclusion. Parce que le républicanisme irlandais a été jusqu'à présent incapable de s'affranchir de ces mythes, il a laissé les Irlandais protestants du Nord se faire récupérer, contre leurs intérêts, par des organisations fascisantes et paramilitaires. Merci, Yeats !

Il me semble qu'une revue telle que Différences a un devoir de responsabilité à l'égard des peuples. Aussi, ne vaudrait-il pas mieux favoriser tout ce qui va dans le sens d'une réconciliation entre les deux communautés que de propager une imagerie dont la fonction là-bas est de diviser et d'exclure ?

Le romantisme est rarement progressiste, c'est vrai là-bas aussi. Dans le même numéro de Différences, l'article de Jacques Lévy « Le désert des barbares » m'a plu, car il donnait l'exemple d'un refus des mythologies passées. Ce qui vaut pour le Sahara devrait valoir pour l'Irlande. Mieux vaudrait s'intéresser à la réalité des problèmes du peuple irlandais que de transposer sur lui nos propres fantasmes, surtout lorsque, ce faisant, on risque de casser des pots que lui et lui seul aura à payer. □

Serge ANGOLA
La Réole

Monopole d'Etat ou capital privé ?

L'article intitulé *Sea, Sucre et Sun* (Différences n° 21, mars 83) a certes l'avantage d'éclairer les lecteurs du journal sur la situation politique des Caraïbes. Il convient cependant d'y ajouter quelques commentaires.

L'action sociale à Trinidad peut effectivement être massive, et répondre ainsi largement aux besoins de la population. Mais la comparer ensuite à celle des Etats-Unis est forcément équivoque. Ou bien la comparaison relève d'une méprise, d'une ignorance, ou bien le système utilisé à Trinidad n'est pas aussi mirifique qu'il y paraît. Car, ce dont je suis certain, c'est qu'aux Etats-Unis, le système social met bon nombre d'Américains dans des situations difficiles, voire cruelles.

D'autre part rien n'est dit dans l'article sur Cuba. Seule perdue dans ces quelques pages, une petite phrase à propos de ce pays, placée sous une photo. Cuba fait peur, oui, mais demandons-nous donc qui en a peur et qui peut vouloir cette peur.

Le monopole de la CGM et d'Air France est, dans ce même article, accusé de perpétrer un état de fait colonial. Que ce dernier existe fait sans doute partie de la réalité des DOM. Il est le résultat d'une

politique menée délibérément depuis des décennies par les forces politiques qui jusqu'alors dominaient ces pays.

Réclamer aujourd'hui la suppression de ce monopole et le développement d'entreprises privées est un parti pris bien discutable. Le monopole d'Etat, industriel ou commercial, existe en France dans bien des domaines économiques. C'est un résultat acquis par de longues luttes. Cette volonté populaire a permis de mettre en place ces monopoles dans les services (Sécurité Sociale,...).

Du souhait exprimé par le journaliste, est-ce à dire qu'il faille aujourd'hui réintroduire le capital privé là où les simples préoccupations de rentabilité ne sont plus les seules prises en compte ? Ne faudrait-il pas se mobiliser plutôt dans ces départements pour que la gestion de ces entreprises soit contrôlée par les représentants élus des populations locales dans le souci de répondre le plus largement à ses besoins ? □

Fabrice GAUTHIER
94210 La Varenne

□ Les îles des Petites Antilles, souvent ignorées des journalistes et des touristes, n'apparaissent dans la presse qu'à l'occasion d'événements politiques ou de catastrophes naturelles. Le but

de ce reportage était d'apporter aux lecteurs de Différences un regard nouveau sur ces pays indépendants depuis peu. La référence à Cuba, distante de plus de 1.000 kilomètres, est donc volontaire et pour une fois rejetée en arrière plan afin d'éviter un vieux débat politique où les passions s'exacerbent sans jamais rien résoudre. Il est grand temps de rendre aux habitants de ces îles leur véritable dimension et de ne pas les réduire à des pro ou anti-castristes.

Le système de protection sociale trinitadien comparable dans ses mécanismes à celui des Etats-Unis, n'est peut-être pas le plus élaboré et le plus généreux du monde, mais dans une région où une telle protection n'existe généralement pas, il revêt une certaine importance.

La question du monopole des transports aux Antilles est depuis de nombreuses années l'objet d'un débat passionné. Les Domiens réclament un droit au choix et surtout un abaissement des tarifs tant aériens, pour les passagers, que maritimes, pour le fret, qui ne peut avoir lieu dans une situation monopolistique. L'interdiction des charters à la Réunion ne saurait se justifier par la seule notion de service public.

La concertation et la participa-

tion des salariés et des populations locales dans la gestion de ces entreprises connaît aujourd'hui, un début de réalisation avec la mise en place de commission des concertations avec les usagers et les représentants régionaux et locaux élus. □

Anne Pitoiset

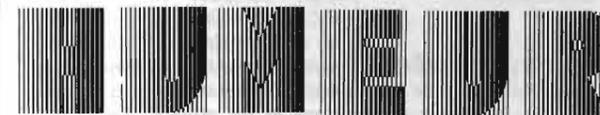
Classicisme

La lettre de M.B. Labeyrie que vous publiez dans le n° 24-25 de Différence, et qui est surtitrée — naïveté ou malice — « place aux autres » est d'un grand classicisme.

Il n'y manque ni l'argument habituel de la responsabilité de la victime : si l'on parle trop de Juifs, cela favorise l'antisémitisme ; ni les assimilations traditionnelles : les Juifs ne sont pas si innocents que cela : le « génocide » contre le peuple palestinien et les méthodes nazies de beguin en sont la preuve, ou encore Israël, et donc ici les Juifs jouissent d'une totale impunité ; ni enfin les mythes les plus anciens : l'Etat d'Israël et financièrement soutenu par la plupart des Juifs...

On pourrait analyser fort longuement cette lettre qui puise à de nombreuses sources de l'antisémitisme contemporain.

Roger FRYDMAN
92330 Sceaux



LE S.I.D.A.
EST-CE QUE
C'EST UNE
MALADIE
DE CHÔMEURS
OU DE PÉDÉS ?

Le chômage par POUB'S



MAIS ALORS,
VOTRE FEMME
GAGNE PLUS QUE VOUS.



SEPTEMBRE

8 jusqu'au 1^{er} octobre, Areski, Brigitte Fontaine et le Look de Paris aux Bouffes du Nord, à 20 h 30, du mardi au samedi, dans un spectacle musical « *Welcome Pingouin* », présenté par les Bouffes du Nord et Alpha Fnac. Rens. (1) 325.99.55 et 508.17.60. □

10 Au parc paysager de la Courneuve, pendant deux jours, traditionnelle Fête de l'Humanité. Le MRAP tiendra son stand avenue du Rhône.

12 A Bobino, Isabel et Angel Parra rendent un hommage au Chili et à Violeta Parra, avec un spectacle de poésie, chansons et films, du 12 au 24 septembre. Des discussions sur la situation politique et culturelle ont lieu dans le cadre de ce « *Chile en septembre* ». Rens. Françoise Carré. Tél. (1) 544.55.31. □

13 Dans la série « *La vie en face* », FR3 présente à 22 h 30, « *Les immigrés sont-ils toxiques ?* ». (Voir notre rubrique Cultures). □

20 A 21 h, au Théâtre du Forum des halles (niveau 3), du 20 au 24 septembre : Ewa Demarczyk, du 27 septembre au 1^{er} octobre : Sugar Blue, du 6 au 8 octobre : Christian Vander, du 11 au 15 : Africa Fête. Isabelle Campât (1) 297.53.47. □

21 Le Théâtre des quartiers d'Ivry, 40 rue Marat, reprend les ateliers adultes et enfants. Un stage de recherche et de réalisation animé par Jacques Bioules, *Le comédien et son imagination*, se déroulera également en octobre et novembre. Rens. (1) 672.37.43.

26 Le CEMEA de Pontoise propose un stage de formation d'une semaine, *L'enfant Maghrébin dans la cité*. Comment vivent-ils quotidiennement leur propre immigration ou celle de leurs parents ? Quel regard ont-ils sur la place qui « leur est faite » dans notre société ? etc...

Rens. CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), 13 rue Eric de Marimprey, 95300 Pontoise. Tél. (1) 031.24.18. □

27 En co-production avec le Festival d'Automne, la Compagnie O.H. et le Théâtre de Gennevilliers présentent *La Robe de chambre* de Georges Bataille, texte et mise en scène de Richard Foreman. Jusqu'au 30 octobre. Rens. Théâtre de Gennevilliers. Tél. (1) 793.26.30. □

28 Au Centre Georges Pompidou : *Les Dessins tchèques du XX^e siècle*. Une histoire de l'art tchèque à travers un choix d'œuvres graphiques. Rens. (1) 277.12.33. □

OCTOBRE

3 Le Centre de créations pour les enfants en Bourgogne présente un spectacle pour enfants de 5 à 8 ans, *Le roi s'ennuyait* coproduit avec la Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône, 5 bis

av. Nicéphore Niepce, mise en scène de Claude Meiller. Jusqu'à la fin du mois. Rens. (85) 48.48.92. □

5 A 20 h 30, du mardi au samedi pendant dix jours, *Les Aborigènes d'Australie* présentés par le Festival d'Automne de Paris. Trente musiciens et danseurs venant du désert Central et du nord-est d'Arnhem-Land. Rens. (1) 325.99.55. et 508.17.60. □

9 Le CEMEA de Marseille organise, à Alger, un stage d'une semaine sur le Maghreb : origine d'une immigration, autour de trois axes principaux. 1) Le Maghreb : religion, Islam, famille maghrébine, conditions de vie. 2) Les Maghrébins en France : les conditions de travail, de scolarisation, de vie quotidienne, les problèmes de santé. 3) Nous et les Maghrébins : intégration, adaptation. Rens. et inscription : CEMEA, 47 rue Neuve Ste Catherine, 13007 Marseille. Tél. (91) 54.25.36. □

ET ENCORE...

Voyages. Le CEVIED (Centre d'échanges et de voyages internationaux pour études de développement) propose des voyages dans certains pays. Ces voyages sont basés sur des rencontres diverses au cours du séjour. Une rencontre de préparation est prévue avant chaque voyage : chacun pouvant ainsi participer à l'élaboration du projet. En septembre : l'Egypte. En

octobre : l'Inde du Nord et du Sud, le Sénégal et la Colombie. En décembre : La Haute-Volta. Rens. CEVIED (7) 842.95.33 à Lyon. □

Musique. Gratien Midonet prépare un nouveau disque : « *Peau Noire et masques blancs* », « *En Ba Feye* » etc. et de nouvelles chansons dédiées à la diaspora noire des Antilles et

d'ailleurs. Il nous le propose en souscription, pour 60 F à envoyer à Gratien Midonet, 6 rue de la Croix-verte, Avilly-St-Léonard 60300 Senlis. □

Quart monde. L'institut de recherche et de formation aux relations humaines du mouvement ATD-Quart-Monde, organise de septembre 83

à juin 84 trois jours par mois, à Pierrelaye (Val d'Oise). 107 av. Leclerc, un cycle de formation permanente pour tous les travailleurs sociaux, sur le thème « *Comment bâtir un avenir avec le sous-prolétariat ? Comment mettre davantage en concordance nos compétences, nos convictions et les attentes des milieux très défavorisés ?* » Rens. ATD Quart-Monde (3) 037.11.11. □

LA DATE A REtenir

15 octobre. De 14 à 22 h à la faculté de droit, place du Panthéon 12, à Paris se déroulera la Journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques. Films, débats avec des délégués indiens des trois Amériques, musique et artisanat indien, vente de livres, posters, presse indienne, spécialités culinaires. Organisée par le MRAP, le Comité de Soutien aux Indiens d'Amérique et Diffusion INTI.

1983, l'année de RAISONS

Quand on connaît les difficultés de la presse d'idées (et à *Différences*, on peut en parler) on est tenté de crier au suicide quand on voit un nouveau mensuel se créer. Ce n'est pas l'avis de l'équipe de *Raisons*, qui lance son premier numéro le 23 septembre.

« Si la presse écrite se perd dans ses difficultés, c'est surtout pour des raisons de contenu. Elle est entre les mains de groupes qui pour l'essentiel se sont formés à la Libération et n'ont guère évolué depuis. Nous allons, avec nos moyens, tenter de faire autre chose.

Depuis 1981, les intellectuels se taisent. (A cet égard, la rédaction de *Raisons* a fait preuve de ses capacités à saisir l'air du temps. Cet entretien date du mois de juillet, et depuis, *Le Monde* en a fait son grand débat de l'été. N.D.L.R.). Ou plutôt, s'ils ne

prennent guère part au débat public ni à l'action militante, ils s'interrogent en privé sur les écarts, les retards, les blocages qui freinent la mise en place des mesures nouvelles.

Au même moment, un certain nombre de dangers semblent se préciser, dont le racisme. L'exemple est significatif : face à la campagne fort bien menée par l'opposition sur ce thème pendant les élections municipales, le discours des hommes de gauche est resté inopérant. Nous voulons relancer ce discours, ces interrogations : le racisme sera une des questions-clés de *Raisons* ».

Et une raison pour *Différences* de vous inviter à vous pencher sur le bébé. □

RAISONS. Dans les kiosques à partir du 23 septembre.

LA QUALITÉ LA MODE LES PRIX



chaussures SUCCES

62 BOULOGNE	SUCCES ALBAN, 49, rue Thiers	62 LIEVIN	SUCCES, 109 bis, rue J.-B.-Defernez
14 CAEN	SUCCES, 26, rue Saint-Jean	57 METZ	SUCCES MARCEL, 39-43, place Saint-Louis
62 CALAIS	SUCCES ALBAN, 6, boulevard Jacquard	93 MONTREUIL	SUCCES CLAIRE, 24, avenue P.-V.-Couturier
51 CHALONS	SUCCES, 15-17, rue de la Marne	58 NEVERS	SUCCES, 71, rue du Commerce
08 CHARLEVILLE	SUCCES, 23-25, rue de la République	75 PARIS	SUCCES, 8, rue J.-Pierre Timbaud
36 CHATEAURoux	SUCCES, 33, rue Victor-Hugo	76 ROUEN	AU PETIT PARIS, 69-79, rue Saint-Sever
77 CHELLES	SUCCES ARYS, 58 bis, av. de la Résistance	02 SOISSONS	SUCCES, 52, rue Saint-Martin
76 DIEPPE	SUCCES, 170, Grande-Rue	10 TROYES	SUCCES, 69, rue Emile-Zola
59 DUNKERQUE	SUCCES SOULIER D'OR, 18, rue Poincaré	58 VERDUN	SUCCES, 21, rue Mazel
94 FONTENAY	SUCCES CLAIRE, 2, avenue de la République	51 REIMS	SUCCES (A St-Jacques), 63, rue de Vesle
62 LENS	SUCCES, 1, rue Maréchal-Leclerc	76 LE HAVRE	AU PETIT PARIS, 222-228, r. Aristide Briand

no **rainett** PARIS

à partir du 3 mois...

